

Groupe Crédit du Nord



Actualisation du Document de Référence 2012

(rapport financier semestriel
au 30 juin 2013 inclus)

SOMMAIRE

1	Responsable du Document de Référence	4
2	Responsables du Contrôle des Comptes	5
3	Gouvernement d'entreprise	6
1.	Organes d'administration et de direction au 30 juin 2013.....	6
2.	Assemblée Générale du 16 mai 2013	7
3.	Comité d'audit.....	8
4.	Janvier 2013, mise en œuvre de l'OPR de Crédit du Nord sur les actions de la banque Tarneaud	8
4	Structure du Groupe	9
5	Comptes consolidés au 30 juin 2013	11
1.	Chiffres clés au 30 juin 2013	11
2.	Rapport de gestion	13
3.	Etats de synthèse.....	26
	Bilan consolidé	26
	Compte de résultat consolidé.....	28
	Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	29
	Evolution des capitaux propres.....	30
	Tableau des flux de trésorerie	32
4.	Annexe aux comptes consolidés.....	33
5.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	56
6	Ratios de solvabilité Bâle 2	57
7	Tables de concordance	58
1.	Table de concordance de l'actualisation	58
2.	Table de concordance du rapport financier semestriel	61

1 Responsable du Document de Référence

1. Nom du responsable :

Philippe AYMERICH, Directeur Général du Crédit du Nord.

2. Attestation du responsable du document :

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2012 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

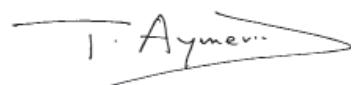
J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 7 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de Référence 2012 et de la présente actualisation A-01.

Les informations financières historiques présentées dans le Document de Référence 2012 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 132 à 133 et 188 à 189 du Document de Référence 2012, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2010 et 2011, respectivement en pages 138 à 139 et 204 et 205 du Document de Référence 2010 et en pages 134 à 135 et 196 à 197 du Document de Référence 2011. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes annuels 2010, 2011 et 2012 contiennent des observations. Le rapport des contrôleurs légaux référant aux comptes consolidés du 30 juin 2013, figurant en section 5 de la présente actualisation, contient une observation.

Paris, le 30 août 2013

Le Directeur Général,
Philippe AYMERICH



2 Responsables du Contrôle des Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

Représenté par Bernard HELLER

Adresse :

1/2, place des Saisons
92 400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

Suppléant :

Société PICARLE et Associés
Représenté par Marc CHARLES

Adresse :

1/2, place des Saisons
92 400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Date de nomination :

18 mai 2006, pour six exercices

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par Jean-Marc MICKELER

Adresse :

185, avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

Suppléant :

Société BEAS
Représenté par Mireille BERTHELOT

Adresse :

7-9, villa Houssay
92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

3 Gouvernement d'entreprise

1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2013

Conseil d'Administration	Date 1 ^{re} nomination	Echéance du mandat Assemblée Générale de mai
Président du Conseil d'Administration		
Jean-François SAMMARCELLI	1 ^{er} janvier 2010	2017
Administrateurs		
Didier ALIX	7 janvier 2010	2016
Philippe AYMERICH ⁽¹⁾	11 janvier 2012	2015
Christophe BONDUELLE	6 mai 2011	2015
Séverin CABANNES	21 février 2007	2016
Pascal COULON ^{*(2)}	23 juillet 2009	2015
Patrick DAHER	15 septembre 2005	2017
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2015
Marie-Chantal JACQUOT*	4 décembre 2012	2015
Anne MARION-BOUCHACOURT	16 mai 2013	2017
Thierry MULLIEZ	6 mai 2011	2015
Annie PRIGENT*	4 décembre 2012	2015
Patrick SUET	3 mai 2001	2015

(1) Directeur Général.

(2) Démissionnaire et remplacé le 1^{er} juillet 2013 par Thierry DIGOUTTE.

* Administrateur salarié.

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois depuis le début de l'année 2013 pour étudier l'évolution du Conseil d'Administration, examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, analyser et décider des choix importants en matière de stratégie commerciale, d'organisation et d'investissement.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 16 mai 2013.

Comité Exécutif

Philippe AYMERICH, Directeur Général,

Philippe AMESTOY, Directeur Général Adjoint - Directeur du Marketing,

Gilles RENAUDIN, Directeur Général Adjoint - Directeur de la Direction Centrale des Risques,

François ORAIN, Directeur de la Direction des Entreprises,

Yves BLAVET, Directeur des Systèmes d'Information, des Projets et des Opérations Bancaires,

Philippe CALMELS, Directeur des Ressources Humaines,

Frédéric FIGER, Directeur Financier,

Odile THOMAZEAU, Secrétaire Général,

Eric l'HOTE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. Assemblée Générale du 16 mai 2013

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 890 263 248 euros, divisé en 111 282 906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 16 mai 2013 au Siège Central à Paris 8^{ème}, 59 Boulevard Haussmann.

Seuls deux actionnaires détenant dix actions chacun, soit vingt actions au total, étaient absents. Tous les autres actionnaires étaient présents ou représentés, totalisant ainsi 111 282 886 actions. Le quorum légalement exigé étant réuni, l'Assemblée a pu se tenir.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées.

- Les comptes consolidés et individuels 2012 ont été approuvés.
- Les mandats de MM. Jean-François SAMMARCELLI et Patrick DAHER ont été renouvelés pour 4 ans.
- Madame Anne MARION-BOUCHACOURT a été nommée en qualité de nouvel administrateur.

Résolutions soumises au vote :

Résolutions de la compétence d'une Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des comptes consolidés,
2. Approbation des comptes individuels et quitus aux Administrateurs,
3. Affectation du résultat,
4. Approbation des conventions réglementées visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce,
5. Renouvellement du mandat de Jean-François SAMMARCELLI,
6. Renouvellement du mandat de Patrick DAHER,
7. Nomination d'Anne MARION-BOUCHACOURT,
8. Pouvoirs.

3. Comité d'audit

Le Comité d'Audit du Crédit du Nord se réunit deux fois par an. Sur le premier semestre 2013, il a tenu séance le 28 mars.

Cinq points, mis à l'ordre du jour, ont été examinés et débattus en réunion :

- le risque de contrepartie et le respect des limites ;
- la présentation des plans de continuité d'activité du Groupe Crédit du Nord ;
- le bilan 2012 et le plan d'audit 2013 de l'Inspection Générale ;

- les relations avec les autorités de tutelle pour faire suite à deux missions conduites par l'ACP et l'AMF, respectivement sur les créances privées éligibles au refinancement de la Banque Centrale et sur la Société de Bourse Gilbert Dupont ;

- enfin, le rapport annuel sur le Contrôle Interne 2012.

La prochaine réunion est prévue le 2 octobre 2013.

4. Janvier 2013, mise en œuvre de l'OPR de Crédit du Nord sur les actions de la banque Tarneaud

Depuis sa privatisation en 1987, le Crédit du Nord détenait une participation majoritaire de plus de 79% du capital et des droits de vote dans la Banque Tarneaud, société par ailleurs cotée à partir de 1988.

Le Crédit du Nord, souhaitant acquérir les quelques 20 % restants, lançait une Offre Publique d'Achat (OPA) du 30 novembre au 20 décembre 2012.

Cette opération traduisait la volonté de Crédit du Nord de simplifier les structures du Groupe et de se libérer des contraintes réglementaires et administratives liées à la cotation en Bourse de cette filiale. Par ailleurs, compte-tenu de la structure actuelle de son actionnariat,

un maintien de la cotation ne correspondait plus au modèle financier et économique de la Banque Tarneaud, celle-ci n'envisageant pas à l'avenir de se financer par voie d'offre au public de titres financiers.

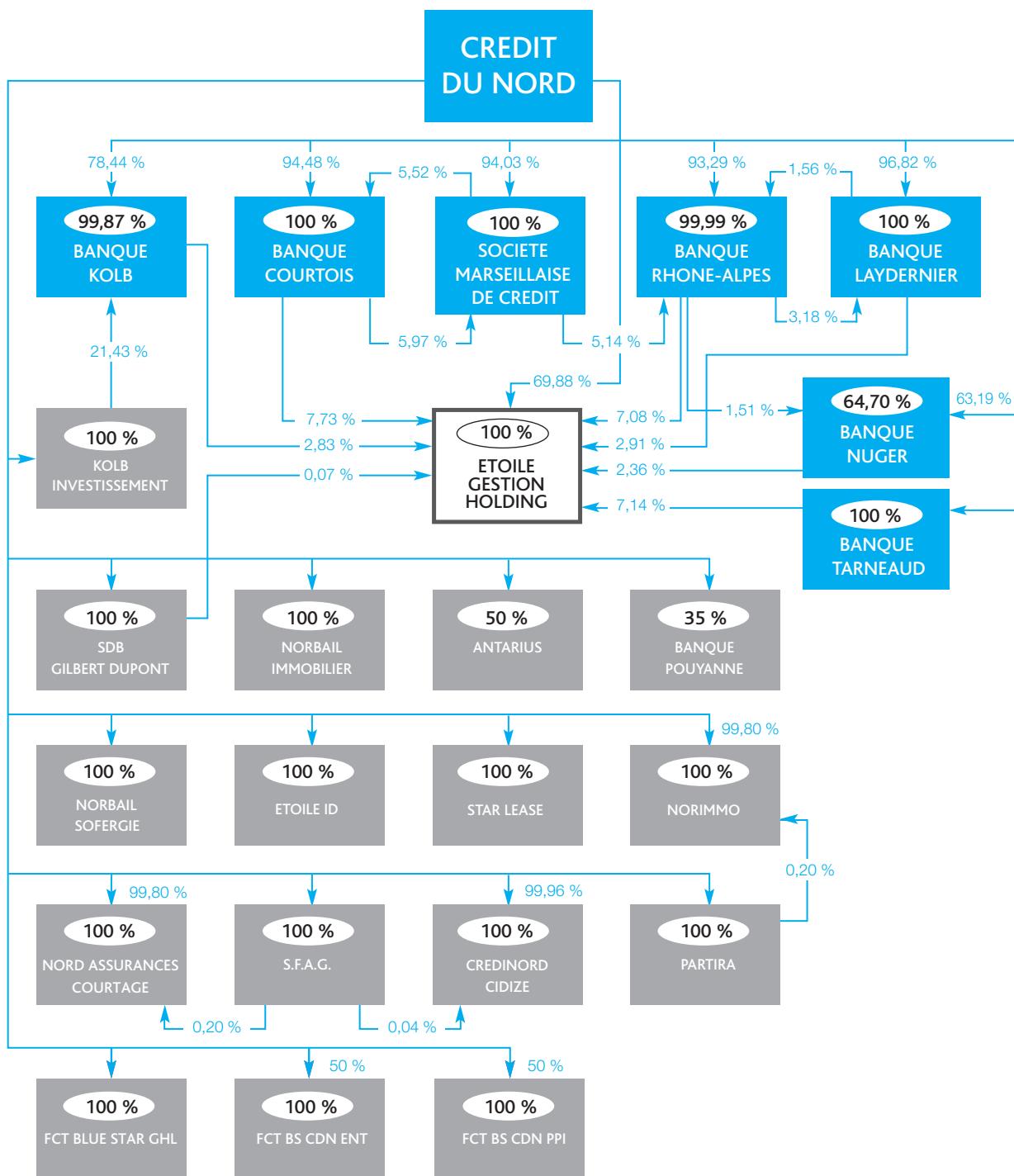
Le 11 janvier 2013, à l'issue de la période d'OPA, Crédit du Nord détenant alors plus de 97 %, mettait en œuvre la procédure de retrait obligatoire (OPR) et récupérait ainsi les actions non apportées de la Banque Tarneaud.

Le Crédit du Nord détient aujourd'hui l'intégralité du capital de cette filiale.

4 Structure du Groupe

Le schéma ci-dessous présente les liens entre les principales entités du Groupe Crédit du Nord.

Les participations directes y sont mentionnées ainsi que le pourcentage de contrôle du Groupe sur l'entité concernée.



5 Comptes consolidés au 30 juin 2013

1. Chiffres clés au 30 juin 2013

Groupe : données consolidées

Bilan

(en millions d'euros)	30/06/2013 ⁽¹⁾ IAS/IFRS	30/06/2012 ⁽¹⁾ IAS/IFRS	Variation % 2013/2012 IAS/IFRS
Dépôts clientèle	29 991,7	28 408,3	+ 5,6
Crédits clientèle	35 722,4	35 494,0	+ 0,6
Capitaux propres ⁽²⁾	2 591,5	2 553,3	+ 1,5
Encours créances douteuses (montant brut)	2 350,9	2 088,0	+ 12,6
Dépréciations sur créances individualisées	-1 214,0	-1 084,0	+ 12,0
TOTAL DU BILAN	59 872,8	58 001,1	+ 3,2
ENCOURS D'EPARGNE GEREE	56 856,0	54 115,0	+ 5,1

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(2) Inclus les résultats en formation.

Résultats

(en millions d'euros)	30/06/2013 IAS/IFRS	30/06/2012 IAS/IFRS	Variation % 2013/2012 IAS/IFRS
Produit Net Bancaire	931,0	977,4	- 4,7
Résultat Brut d'Exploitation	322,1	366,6	- 12,1
Résultat courant avant impôt	220,0	279,3	- 21,2
Bénéfice net (part du Groupe)	140,3	179,4	- 21,8

Ratios

(en %)	30/06/2013	30/06/2012
Coût du risque / Encours de crédits	0,55 %	0,48 %
Capitaux propres / Total du Bilan	4,33 %	4,39 %
Part des fonds propres durs ⁽¹⁾ / Encours pondérés Bâle II	8,12 %	9,05 %

⁽¹⁾ Inclus les résultats en formation, nets des prévisions de distribution de dividendes.

Notations

		30/06/2013	30/06/2012
Standard and Poor's	CT	A - 1	A - 1
	LT	A	A
Fitch ⁽¹⁾	CT	F1 +	F1 +
	LT	A +	A +
	Intrinsèque ⁽²⁾	bbb +	bbb +

⁽¹⁾ Notation Fitch mise à jour le 17/07/2013 : notation long terme est ramenée à « A », note court terme à « F1 ».

⁽²⁾ La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

2. Rapport de gestion

1^{er} semestre 2013

Une économie française déprimée

L'économie mondiale est tirée par la croissance des pays émergents et la reprise de la demande privée aux Etats-Unis. L'activité devrait rebondir au Japon grâce à une nouvelle relance budgétaire. En Europe, en revanche, les divergences s'accentuent : l'Allemagne est dynamique mais l'économie française stagne et l'Espagne comme l'Italie demeurent en récession.

Dans un contexte de croissance globalement nulle en Europe et d'inflation faible, la BCE a de nouveau abaissé son taux directeur de 25 points de base au 1^{er} semestre 2013. A 0,50 %, celui-ci se situe désormais à un niveau historiquement bas. La banque centrale a par ailleurs annoncé le maintien d'une politique accommodante pour une période prolongée.

La détente monétaire en Europe s'est traduite par un mouvement à la baisse des taux d'intérêt à long terme, même si cette tendance s'est inversée à la fin du 1^{er} semestre avec l'annonce par la Réserve Fédérale américaine d'un resserrement de sa politique monétaire. Fin juin 2013, l'OAT 10 ans se situait à 2,30 %, proche de son plus bas historique.

La France ne fait pas figure d'exception en Europe, avec une croissance nulle au 1^{er} semestre. Sur l'ensemble de l'année, le PIB est attendu en baisse de -0,1 % sous l'effet de l'atonie de la consommation et du recul des investissements. La situation sur le marché de l'emploi est particulièrement dégradée avec un taux de chômage d'environ 11 %.

Les indices boursiers sont restés calmes au 1^{er} semestre. Le CAC 40 affiche une légère progression de +2,7 % par rapport au 1^{er} janvier, clôturant à 3 739 points le 30 juin 2013.

Dans un environnement économique dégradé, le Groupe Crédit du Nord maintient une bonne dynamique commerciale et financière.

Le Groupe Crédit du Nord affiche une baisse de son PNB consolidé de -4,7 % au 30 juin 2013, à 931,0 M€. Le RBE est en repli de -12,1 % et le résultat d'exploitation recule de -21,0 % compte tenu de la hausse de la charge du risque de +16,1 % sur le 1^{er} semestre 2013. Le résultat net part du Groupe consolidé ressort à 140,3 M€, en baisse de -21,8 %.

Ces résultats sont particulièrement affectés par l'effet négatif de la première application de la norme comptable IFRS13 – *Fair Value Measurements* - portant sur la valorisation des produits dérivés - dite *Credit Value Adjustment* (CVA) ou *Debit Value Adjustment* (DVA), qui se traduit par une charge de 29,2 M€ en PNB.

Retraité de cet effet ainsi que des mouvements de provisions sur les encours de PEL et CEL et de la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers, le PNB du Groupe s'inscrit en croissance de +1,1 % au 1^{er} semestre 2013.

Les frais généraux sont en baisse de -0,3 % permettant au Crédit du Nord de présenter une progression du RBE retraité en hausse de +3,5 %. Le résultat d'exploitation retraité baisse de -0,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2012 compte tenu de l'évolution de la charge du risque qui augmente de +16,1 %.

Le résultat net part du Groupe retraité ressort en baisse de -0,9 % par rapport à 2012.

La marge sur dépôts est en hausse de +1,4 %, impactée par la baisse marquée des taux courts mais soutenue par un effet volume sur les dépôts à vue et les encours d'épargne rémunérés.

La marge sur crédits est en hausse de +4,0 %, soutenue par la reconstitution des marges sur les crédits et l'augmentation des encours.

Le développement des fonds de commerce et les efforts continus d'amélioration de l'équipement de la clientèle en produits, services bancaires et d'assurance permet une bonne résistance des commissions nettes qui baissent néanmoins de -1,3 % dans un contexte de marché et réglementaire défavorables.

Les commissions de services sont pénalisées par la faiblesse de la demande de crédit et l'atonie de l'activité de la clientèle commerciale. Les commissions financières subissent l'érosion des encours d'OPCVM.

La Société Marseillaise de Crédit se confirme comme un relais de croissance majeur

La Société Marseillaise de Crédit (SMC) affiche une activité et des résultats en croissance au 1^{er} semestre 2013. La conquête est dynamique tant sur le marché des Particuliers que sur celui des Professionnels et des Entreprises. Le développement des produits d'assurance et de prévoyance sur le marché de particuliers ainsi que le crédit-bail et l'affacturage sur les marchés des professionnels et de l'entreprise confirme le potentiel de croissance attendu.

La SMC offre un potentiel de développement encore important pour le Groupe Crédit du Nord sur l'ensemble de ses marchés ; elle bénéficie désormais de l'accès à la totalité de la gamme de produits du Groupe, en matière de crédits, d'épargne, de services bancaires ou d'assurances.

En parallèle, le Crédit du Nord continue de tirer parti de ses investissements commerciaux

Le Crédit du Nord a lancé au milieu des années deux mille un ambitieux programme d'ouvertures d'agences.

Dans ce cadre, près de 150 nouvelles agences ont été ouvertes dans des zones à fort potentiel, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain. Ces agences ont permis à un certain nombre de clients Particuliers de grandes métropoles, et plus particulièrement d'Ile-de-France, de transférer leurs comptes dans une agence proche de leur lieu de résidence, et ainsi de profiter d'une plus grande proximité dans leur relation bancaire.

En réalisant près de 15 % de la conquête de nouveaux clients Particuliers et Professionnels du Groupe au 1^{er} semestre 2013, ces agences participent de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Crédit du Nord.

Leurs fonds de commerce disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires et leur développement continue de représenter un relais de croissance pour les années à venir.

Le Crédit du Nord poursuit ses projets visant à améliorer son efficacité commerciale et la satisfaction de ses clients

Le Crédit du Nord poursuit l'enrichissement de son poste de travail en agence avec l'intégration de nouvelles situations de travail et de nouveaux produits et services.

Au 1^{er} semestre, des fonctionnalités relatives à l'évolution du produit d'assurance Antarius Prévoyance pour les professionnels et la saisie simplifiée du Compte A Terme renouvelable pour les Entreprises et les Professionnels ont été introduits dans le poste de travail.

La mise à disposition de scanners en agence permettra de gérer les pièces justificatives des clients sous forme dématérialisée : numérisation des documents par le conseiller depuis le poste de travail, consultation des documents clients en temps réel.

Sur le plan commercial, les travaux d'enrichissement de l'offre Multicanal se sont poursuivis au 1^{er} semestre 2013 : l'offre mobile a ainsi été élargie aux clients professionnels, accessible sur tous les terminaux. Elle permet notamment la consultation des comptes, les virements individuels et l'appel direct vers le conseiller. Pour les particuliers la souscription en ligne de l'option internet permettra de fluidifier l'utilisation des fonctionnalités en ligne (notamment les versements / arbitrages sur les contrats d'assurance vie).

Enfin, les travaux du projet « Convergence » visant à construire un système d'information commun avec Société Générale sont en cours. Ils ont conduit, au cours du 1^{er} semestre 2013, à la prise en charge des traitements de remise de masse des opérations SEPA émises.

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses filiales bancaires.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

Poursuite du développement du fonds de commerce

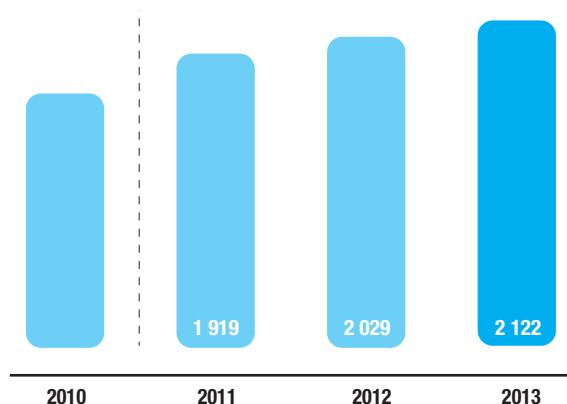
La croissance du fonds de commerce actif de **Particuliers** s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2013, avec une conquête de près de 70 000 clients depuis début 2013, et une croissance de +2,9 % en rythme annuel. Au 30 juin 2013, le fonds de commerce compte plus de 2,1 millions de clients Particuliers.

La progression du fonds de commerce bénéficie des efforts de conquête de nouveaux clients, notamment via la recommandation, et de la prévention des départs ainsi que de l'apport des nouvelles agences.

Fonds de commerce particuliers

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers) - Depuis 2011 y compris SMC



Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.

Cette croissance s'accompagne d'une intensification du rythme de vente de produits auprès de la clientèle. L'équipement des clients en 6 produits et plus se maintient à un niveau élevé de 47,5 %.

Le Livret A et le Livret de Développement Durable ont poursuivi leur développement qui avait connu une accélération en fin d'année dernière suite au relèvement de leur plafond. Sur le 1^{er} semestre 2013, 41 000 livrets A ont été ouverts par nos clients ou leurs enfants, ce qui porte à 470 000 le nombre de livrets A commercialisés par le Crédit du Nord. Au 30 juin 2013, le montant d'épargne de livrets A totalise 2,3 Md€.

Dans le domaine de l'assurance vie, la collecte s'est poursuivie, en particulier sur les fonds Antarius Duo et Antarius Sélection avec 25 000 contrats vendus au 1^{er} semestre 2013.

Le succès des contrats de prévoyance et d'assurance dommages se confirme avec près de 54 000 contrats vendus sur la période et une croissance particulièrement dynamique des produits Antarius Protection, Multi-risque et Sécurité Epargne.

L'accès à la Banque via les canaux à distance poursuit sa progression avec 65 000 nouveaux contrats internet ouverts au 1^{er} semestre 2013.

Le développement de la clientèle de **Professionnels** reste un axe majeur de développement pour le Crédit du Nord avec une conquête qui se développe à un rythme soutenu. Le fonds de commerce actif est en progression de +1,1 %. Ce résultat témoigne de la qualité du dispositif spécifique de proximité du Crédit du Nord, caractérisé par la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation et par une offre adaptée.

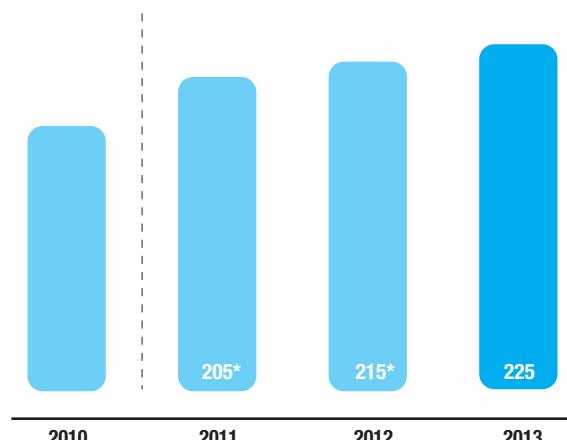
L'équipement de la clientèle s'étend avec le succès de l'offre packagée Convention Alliance détenue par 58 % des clients Professionnels. Par ailleurs, plus de 40 % des clients Professionnels sont en relation à la fois commerciale et privée. Le contrat Facilinvest se développe toujours avec succès, avec près de 12 000 contrats commercialisés au 1^{er} semestre 2013. Le stock de contrats augmente de 64 % sur un an.

Le nombre de Plans d'Epargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux petites entreprises, aux entrepreneurs individuels et aux professions libérales est en progression toujours forte de +9 % sur un an. L'accès au Crédit du Nord via le site Internet dédié aux Professionnels connaît une hausse d'activité de +16 % par rapport au 1^{er} semestre 2012, et représente 7,7 millions de connexions.

Fonds de commerce professionnels

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers) - Depuis 2011 y compris SMC



* Nouvelles données suite à une révision de segmentation entre Entreprises et Professionnels.

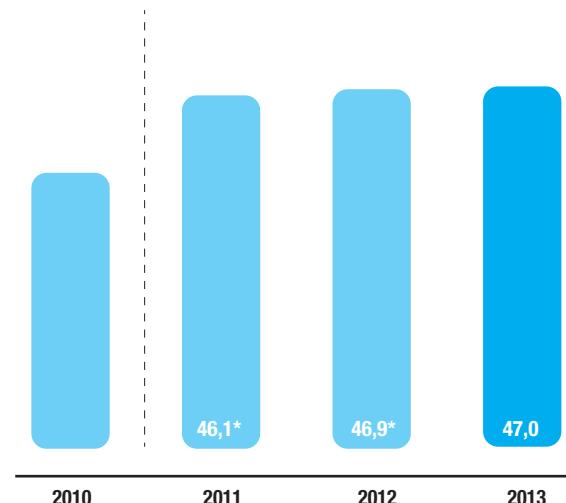
Le fonds de commerce actif des **Entreprises** est en progression de +0,9 % et près d'une entrée en relation sur trois se fait désormais sur des sociétés de plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires.

Plus de quatre entreprises actives sur cinq sont détentrices d'un contrat Internet actif. Le nombre de connexions au site Internet dédié aux Entreprises représente 2,5 millions de connexions au 1^{er} semestre 2013, en hausse de +8 % par rapport au 1^{er} semestre 2012.

Fonds de commerce entreprises

(au 30 juin)

Nombre de sociétés (en milliers) - Depuis 2011 y compris SMC



* Nouvelles données suite à une révision de segmentation entre Entreprises et Professionnels.

Lancement de nouveaux produits et baromètre de satisfaction

De nouveaux produits et services ont été lancés au 1^{er} semestre 2013 : sur le marché des Particuliers, un fonds garanti Etoile Garanti Novembre 2021 éligible aux contrats d'assurance vie ; sur le marché des Professionnels, un nouveau contrat de prévoyance « Antarius Prévoyance Madelin » qui bénéficie du cadre spécifique de la loi Madelin et le lancement d'un compte à terme à maturité 2 mois renouvelable ; sur le marché des Entreprises, la généralisation de l'émission de prélèvements SEPA à partir de l'offre de transfert ou de télétransmission.

Le baromètre ⁽¹⁾ concurrentiel de mesure de la satisfaction clientèle, réalisé au printemps 2013 auprès d'échantillons représentatifs de clients sur tous ses marchés, a positionné le Crédit du Nord à nouveau parmi les leaders sur le marché des Particuliers en : satisfaction globale client, relationnel, agence. Sur le marché des Professionnels et des Entreprises, le Groupe se positionne aux toutes premières places grâce à son dispositif commercial. Les résultats de ce baromètre sont le reflet de l'excellente qualité de notre relation avec nos clients, cœur de notre modèle de développement.

⁽¹⁾ Source : institut de sondage CSA, Mai 2013, baromètre concurrentiel (sondage téléphonique)

Les encours d'épargne bilantielle en progression sensible

Les encours d'épargne bilantielle ont sensiblement progressé au 1^{er} semestre 2013, de +11,4 % sur un an.

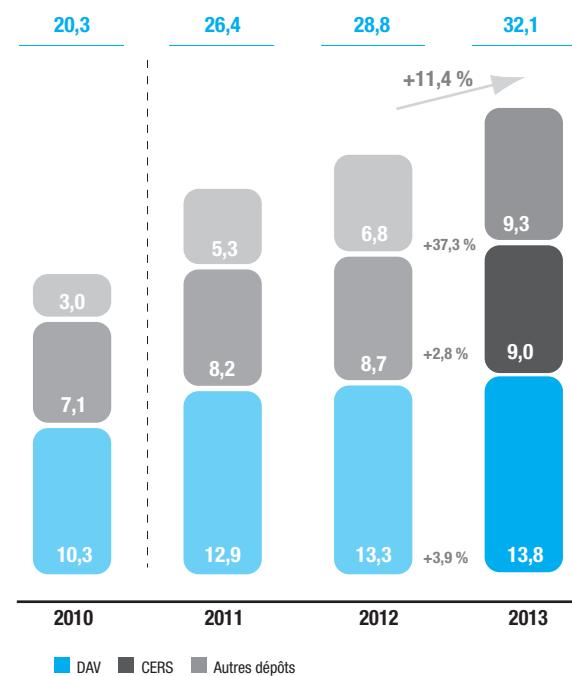
Les encours de dépôts à vue s'inscrivent en légère croissance de +1,2 % sur le marché des Particuliers compte tenu du relèvement du plafond du Livret A qui draine l'épargne des Particuliers. Sur le marché des Professionnels et des Entreprises ils s'inscrivent en hausse de +5,6 %. Ils bénéficient de la décollecte des OPCVM monétaires, toujours peu attractifs compte tenu du niveau particulièrement bas des taux d'intérêt. Par ailleurs, le contexte de crise a conduit les ménages à maintenir des liquidités sur leurs comptes à vue et leurs comptes d'épargne à court terme.

Les encours d'épargne bancaire des ménages, tirés par le Livret A et le LDD, ont fortement progressé. Les encours de ces produits ont crû respectivement de +23,4 % et de +25,5 % pour atteindre 2,3 Mds€ et 1,7 Md€ à fin juin 2013. L'encours d'épargne logement poursuit sa hausse sur le premier semestre, de +2,5 % sous l'effet d'une bonne dynamique de production.

Encours de dépôts bilantiels

(au 30 juin)

(en Md€) - Depuis 2011 y compris SMC



Le compte sur livret dédié aux institutionnels et le compte à terme (CAT) à taux progressif continuent de remporter un franc succès auprès des Entreprises.

Dans le même temps l'encours de CAT renouvelable progresse et s'affiche à près de 0,5 Md€ permettant d'atteindre un volume d'épargne bilantielle de 4,5 Mds€ à fin juin 2013, provenant notamment des OPCVM monétaires.

Dans le domaine de l'assurance vie, la collecte brute est stable par rapport à la référence élevée du début d'année 2012. La collecte nette demeure positive au 1^{er} semestre, de près de 330 M€. La part des contrats en unité de compte est en légère croissance mais reste limitée. L'encours d'assurance vie progresse de +6,9 % sur un an à 16,2 Mds€.

Les encours d'OPCVM à moyen et long terme sont en baisse de -5,5 % sur un an et la collecte nette reste négative. Les encours d'OPCVM à moyen et long terme s'élèvent à 1,9 Md€.

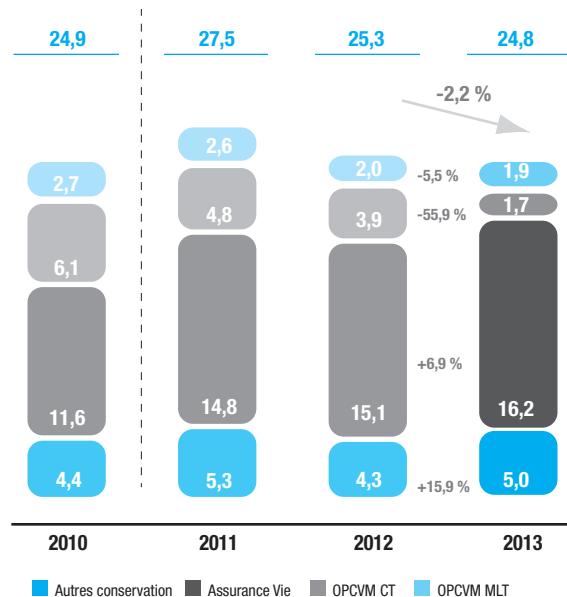
L'encours d'OPCVM à court terme est en repli de -55,9 % sur un an, toutes clientèles confondues, les rendements des SICAV de trésorerie étant fortement impactés par la faiblesse des taux monétaires.

Au total, la collecte d'épargne bilantielle et d'assurance vie a permis de compenser les rachats d'OPCVM, conduisant à une progression des encours d'épargne gérée (bilan et hors bilan) sur un an de 5,1 %.

Encours d'épargne hors bilan

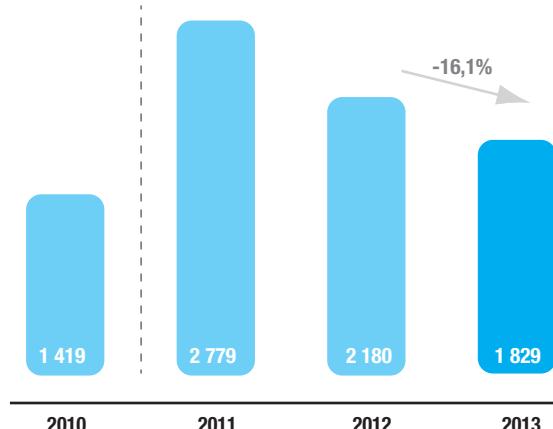
(au 30 juin)

(en Md€) - Depuis 2011 y compris SMC

**Production de crédits à l'habitat**

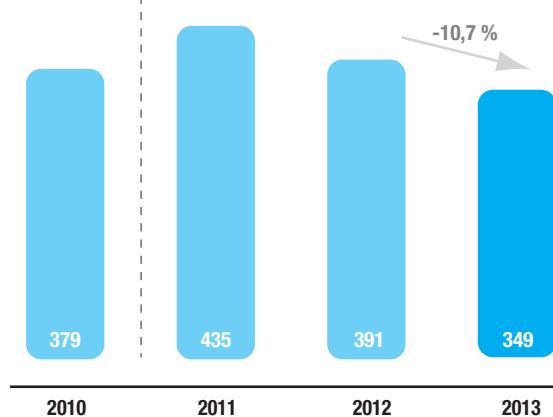
(au 30 juin)

(en millions d'euros) - depuis 2011 y compris SMC

**Production de prêts personnels**

(au 30 juin)

(en millions d'euros) - depuis 2011 y compris SMC

**Les productions de crédits aux particuliers en ralentissement en raison de la baisse de la demande**

Les productions de crédits à l'habitat sont en recul sur le 1^{er} semestre 2013 : le montant total des décaissements s'élève à 1,8Md€, soit -16,1 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. Le recul de productions de crédits à l'habitat demeure toutefois inférieur au marché et l'encours progresse même de 3 % sur un an. Au 30 juin 2013, il s'établit à 18,2 Mds€.

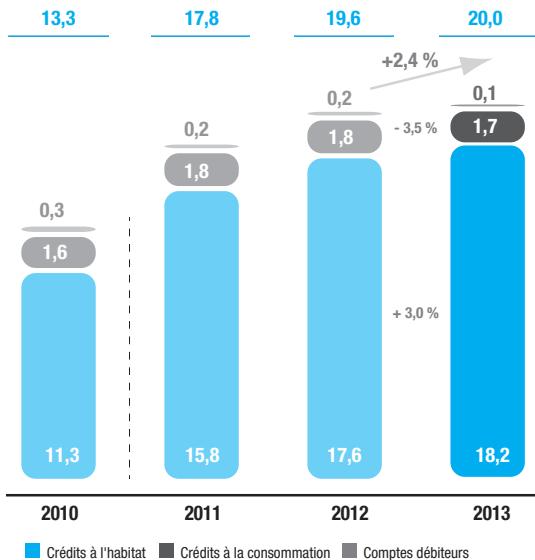
Le Crédit du Nord continue de mener une politique sélective en matière de risque en fixant des seuils d'apport personnel, des taux d'endettement raisonnables et en ne commercialisant que des productions à taux fixe ou à taux variable capé sur des durées de moins de 25 ans.

Les productions de prêts personnels affichent un repli en lien avec le recul de la consommation des ménages. Au total, l'encours est en légère baisse sur un an à -4,5 %.

Encours de crédits aux particuliers

(au 30 juin)

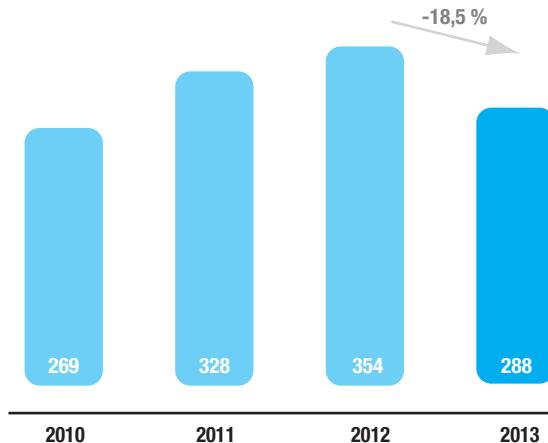
(en Md€) - depuis 2011 y compris SMC



Production de crédit-bail mobilier

(au 30 juin)

(en millions d'euros)



L'utilisation des crédits renouvelables est pour sa part à nouveau en progression. L'encours affiche une hausse de +3,1 % sur un an. Cette tendance est due à une activation plus soutenue des contrats existants et la mise en place de nouveaux contrats après une période d'ajustement à la nouvelle Directive sur le crédit à la consommation.

Le Crédit du Nord contribue au financement de l'économie

Le Crédit du Nord participe au financement de l'économie et au développement des PME, et dans un contexte de crise, l'encours de crédits d'investissement reste quasiment stable malgré un recul de 9,9 % de la production traduisant un ralentissement de la demande.

Les productions de crédit-bail mobilier sont orientées à la baisse, à -18,5 % dans un contexte d'investissement atone.

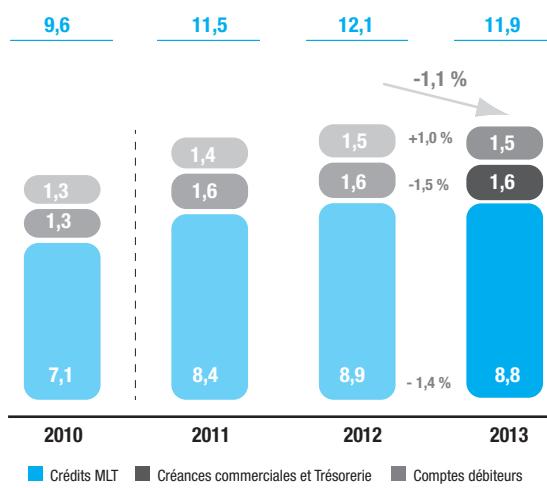
Le montant des concours à court terme aux Entreprises est en progression de +2,2 % sur un an, bénéficiant d'une augmentation des utilisations des comptes débiteurs et de la croissance des fonds de commerce.

Au total, le ratio Loan to Deposit, qui mesure le rapport entre les encours de crédits et les encours de dépôts, s'améliore sensiblement, à 108 %. Cet équilibre résulte d'une collecte soutenue d'épargne bilantielle.

Encours de crédits aux Entreprises

(au 30 juin)

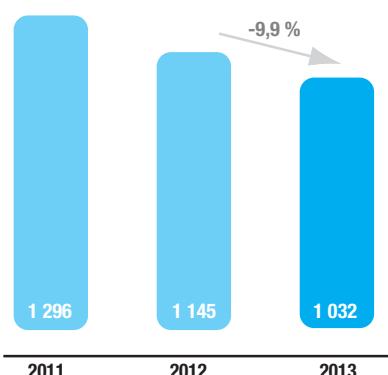
(en Md€) - depuis 2011 y compris SMC



Production de crédits d'équipement

(au 30 juin)

(en millions d'euros)



Evolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Afin de fournir une approche économique de la performance financière, les commentaires qui suivent sont retraités des effets de l'application des normes IFRS relatifs aux engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement, à la valorisation en juste valeur des passifs financiers et de la première application de la norme comptable IFRS13 – Fair Value Measurements - portant sur la valorisation des produits dérivés - dite Credit Value Adjustment (CVA) ou Debit Value Adjustment (DVA).

(en millions d'euros) (y compris variation de la provision PEL/CEL)	30/06/2013	30/06/2012	Variation % 2013/2012
Intérêts nets et revenus divers	531,9	573,0	- 7,2
Commissions nettes	399,1	404,4	- 1,3
PNB	931,0	977,4	- 4,7

Le PNB comptable consolidé du Groupe Crédit du Nord est en baisse de -4,7 %. Après retraitement des provisions PEL et CEL, de la valorisation en juste valeur des passifs financiers ainsi que et de la première application de la norme comptable IFRS13 – Fair Value Measurements – portant sur la valorisation des produits dérivés, le PNB est en croissance de +1,1 %.

Cette évolution s'appuie sur la résistance des marges commerciales et du commissionnement dans un contexte de marché qui demeure difficile et soumis à de fortes contraintes concurrentielles.

La marge commerciale s'inscrit en hausse de +2,4 %, soit +11,5 M€.

La marge sur dépôts est en hausse de +1,4 %, soit +4,3 M€. L'augmentation soutenue des volumes permet de compenser l'effet négatif lié à la baisse marquée des taux courts.

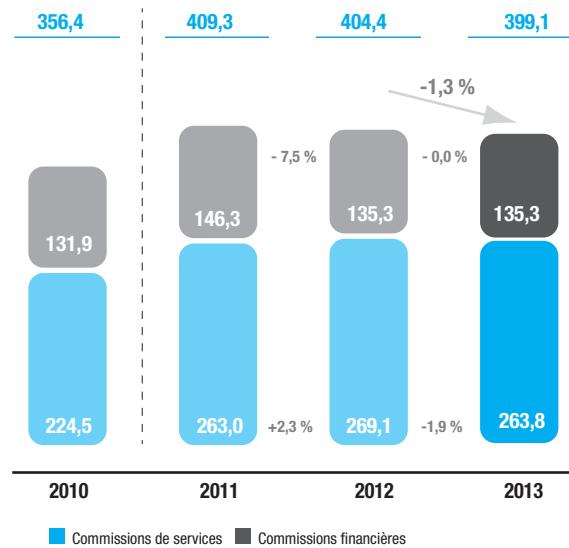
La marge sur crédits s'inscrit en hausse de +4,0 %, soit +7,3 M€, tirée par la reconstitution des marges et l'augmentation des encours sur le marché des Entreprises.

Après retraitement des éléments présentés en introduction, les intérêts nets et revenus divers sont en progression de +2,8 %.

Commissions nettes

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros) - 2011, 2012 et 2013
y compris SMC



Les commissions nettes consolidées sont en baisse de -1,3 %. Les commissions de services consolidées s'inscrivent en baisse de -1,9 %. La bonne tenue de la conquête et de l'équipement de la clientèle est contrecarrée par un effet négatif de la réforme de la commission d'interchange sur les paiements. Par ailleurs, les commissions de mouvements sont en baisse, traduisant le recul de l'activité de la clientèle commerciale.

Les commissions financières consolidées sont stables.

Les frais généraux

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation % 2013/2012
Charges de personnel	365,5	361,0	+ 1,2
Impôts et taxes	20,7	19,5	+ 6,2
Autres charges	183,8	189,2	- 2,9
Amortissements	38,9	41,1	- 5,4
TOTAL FRAIS GENERAUX	608,9	610,8	- 0,3

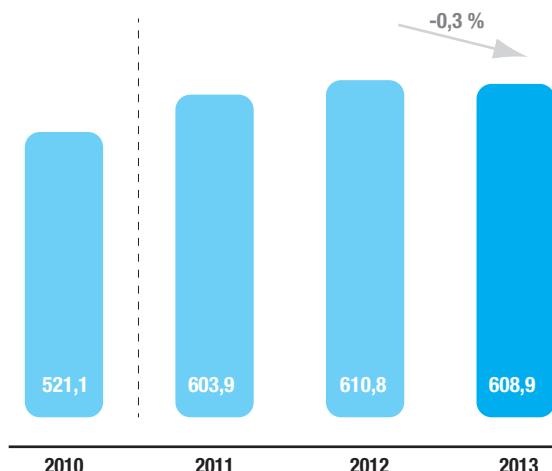
Les frais généraux sont maîtrisés, avec une évolution légèrement négative de -0,3 % au premier semestre. Malgré une diminution de -3,8 % du nombre de collaborateurs présents à l'effectif, les charges de personnel sont en progression de +1,2 % compte tenu de la hausse du taux du forfait social et l'élargissement de l'assiette de la taxe sur salaires. Les autres charges de fonctionnement sont en baisse de -2,9 %.

Les impôts et taxes progressent de +6,2 %.

Charges d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros) - 2011, 2012 et 2013 y compris SMC



A fin juin 2013, le Groupe compte 8 294 collaborateurs en activité, en recul de -3,8 % par rapport à juin 2012.

	30/06/2013	30/06/2012	Variation % 2013/2012
Effectif en activité proraté Groupe	8 294	8 626	- 3,8

Le résultat brut d'exploitation

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation % 2013/2012
PNB	931,0	977,4	- 4,7
Frais généraux	-608,9	-610,8	- 0,3
RBE	322,1	366,6	- 12,1

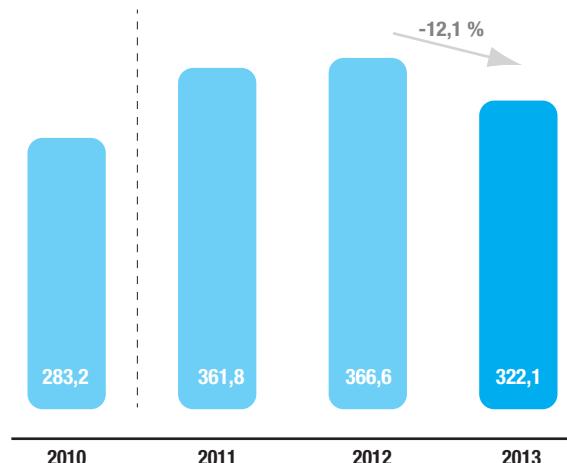
Le RBE comptable s'établit à 322,1 M€ et ressort en baisse de -12,1 % par rapport à 2012. Retraité des provisions PEL et CEL, de la valorisation en juste valeur des passifs financiers ainsi que et de la première application de la norme comptable IFRS13 – Fair Value Measurements - portant sur la valorisation des produits dérivés, le RBE est en progression de +3,5 %.

Le coefficient d'exploitation comptable s'établit à 65,4 %. Retraité des éléments précités, il sort à 61,7 %, en diminution de 0,9 point par rapport au premier semestre 2012 (62,6 %).

Résultat brut d'exploitation

(au 30 juin)

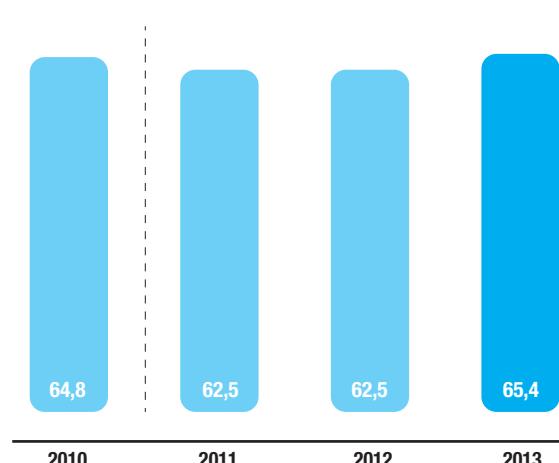
Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros) - 2011, 2012 et 2013
y compris SMC



Coefficient d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %) - 2011, 2012 et 2013
y compris SMC



Le coût du risque

	30/06/2013	30/06/2012	Variation % 2013/2012
Coût du risque	-101,8	-87,7	+ 16,1
Encours de crédits bruts	37 031,9	36 647,3	1,0
Coût du risque sur encours annualisé	0,55 %	0,48 %	0,07 pt

Le coût du risque ⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à 101,8 M€ au 30 juin 2013 contre 87,7 M€ au 30 juin 2012. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation (0,55 %) est en progression (+ 7 points de base) sur la période. Si l'on exclut les provisions non liées à l'activité de crédit ⁽²⁾, la progression est légèrement plus élevée (10 points de base).

L'activité de crédit du Groupe Crédit du Nord est orientée sur une clientèle française. La clientèle de PME et de TPE reste dans une situation de crise avec une tension conjoncturelle qui s'est aggravée depuis un an, après l'embellie connue en 2010 et 2011.

Cette tension n'a eu jusqu'ici que des effets limités sur le coût du risque des TPE et la charge du risque sur la clientèle de Particuliers reste encore faible, mais le taux d'encours douteux et contentieux bruts sur les encours totaux est en progression sensible sur tous les marchés.

Dans ce contexte, le Groupe a maintenu une politique prudente de provisionnement de ses encours douteux et a poursuivi son effort de provisionnement collectif sur les portefeuilles de crédits sains.

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation % 2013/2012
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	2 350,9	2 088,0	+12,6
Dépréciations sur créances individualisées	-1 214,0	-1 084,0	+12,0
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	6,3 %	5,7 %	0,6 pt
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	3,2 %	2,8 %	0,4 pt
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues sur encours douteux ⁽³⁾	77,8 %	76,6 %	1,2 pt

⁽¹⁾ Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotaions diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties.

⁽²⁾ 0,7 M€ de reprises sur le semestre à comparer à 2,8 M€ de dotaions sur le 1^{er} semestre 2012.

⁽³⁾ Suite à un changement de méthode en 2012, la valorisation des sûretés reçues sur encours de crédit-bail douteux a été revue.
La donnée au 30 juin 2012 est proforma.

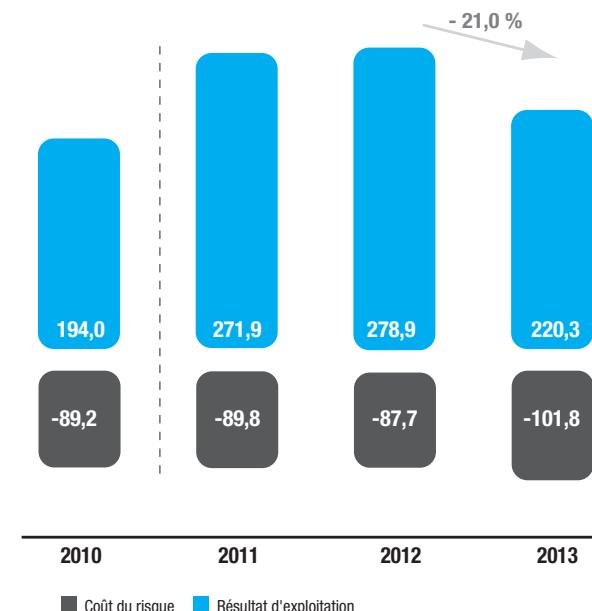
Le résultat d'exploitation

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord atteint 220,3 M€ en 2013, en baisse de -21,0 % par rapport à 2012. Retraité des provisions PEL et CEL, de la valorisation en juste valeur des passifs financiers et de la première application de la norme comptable IFRS13 – *Fair Value Measurements* – portant sur la valorisation des produits dérivés, le résultat d'exploitation ressort en légère baisse de -0,4 %.

Résultat d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe (en millions d'euros) - 2011, 2012 et 2013 y compris SMC



Le résultat net

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation % 2013/2012
RESULTAT COURANT AVANT IS	220,0	279,3	- 21,2
Impôt sur les sociétés	-78,6	-96,7	- 18,7
Intérêts minoritaires	-1,1	-3,2	- 65,6
RESULTAT NET PART DU GROUPE	140,3	179,4	- 21,8

Au 30 juin 2013, le résultat net part du Groupe s'affiche à 140,3 M€, en baisse de -21,8 % par rapport à 2012.

Le résultat net part du Groupe retraité ressort en légère baisse de -0,9 %.

Perspectives d'avenir

Dans un environnement difficile, le Groupe Crédit du Nord poursuit son développement commercial avec une croissance de l'ensemble de ses fonds de commerce.

Le PNB du Groupe s'inscrit en hausse de +1,1 % en 2013 après retraitement des mouvements de provisions sur les encours de PEL et de CEL, de la valorisation en juste valeur des passifs financiers et de l'effet de l'ajustement négatif de la première application de la norme comptable IFRS13 – *Fair Value Measurements* – portant sur la valorisation des produits dérivés. Les frais généraux sont maîtrisés et baissent de -0,3 %. La charge du risque est en augmentation de +16,1 %. Au total, le résultat d'exploitation consolidé retraité est en baisse de -0,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2012.

Le 2^{ème} semestre 2013 s'annonce encore difficile : l'évolution des revenus devrait être affectée par la faiblesse de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises et le maintien des taux d'intérêt à un niveau toujours très bas. A contrario, la baisse du taux du Livret A devrait conforter la marge d'intermédiation à défaut de soutenir la collecte d'épargne. Les productions de crédits devraient rester faibles si l'environnement économique demeure déprimé.

Le Crédit du Nord continuera à développer ses relais de croissance en élargissant sa gamme de produits de prévoyance et en développant son activité de banque privée. L'enrichissement de l'offre Multicanal

se poursuivra avec la refonte de l'ergonomie et l'élargissement des fonctionnalités de l'offre mobile pour les Particuliers et les Professionnels et le lancement de l'application sur tablette. Les agences ouvertes durant la dernière décennie continuent de se développer et participent de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Groupe. Ces agences disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires.

Le développement de la Société Marseillaise de Crédit s'inscrit dans la poursuite de cette stratégie. Bénéficiant d'un fort ancrage régional et d'une marque reconnue, la Société Marseillaise de Crédit permet au Crédit du Nord de constituer un acteur de référence, avec des parts de marché importantes dans le sud de la France, région particulièrement porteuse sur le plan économique et démographique. Le Crédit du Nord continuera de s'appuyer sur cette marque forte pour accélérer son développement dans cette région.

Enfin, le Crédit du Nord poursuivra la rénovation de son système d'information. Le projet « Convergence » lancé en 2010 et visant à construire un système d'information commun aux banques de détail du Groupe Société Générale connaîtra en 2013 la poursuite des travaux de convergence des traitements SEPA et des systèmes de paiement. Globalement, ce projet devrait contribuer à améliorer encore l'efficacité commerciale et l'offre de produits et services en faveur de la clientèle. Sur le long terme, ces investissements seront porteurs d'une efficacité opérationnelle renforcée.

3. Etats de synthèse

Bilan consolidé

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012 ⁽¹⁾
Caisse et banques centrales		4 782,6	2 077,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 610,7	1 561,9
Instruments dérivés de couverture		957,6	1 234,2
Actifs financiers disponibles à la vente	4	8 500,6	8 128,2
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5	6 311,9	5 946,7
Prêts et créances sur la clientèle	6	33 220,6	32 968,2
Opérations de location-financement et assimilées		2 145,5	2 174,4
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		356,3	499,8
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		25,9	26,0
Actifs d'impôts		359,6	556,0
Autres actifs		485,0	481,2
Actifs non courants destinés à être cédés	7	17,8	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence		9,4	9,1
Immobilisations corporelles et incorporelles		581,3	603,3
Ecarts d'acquisition	8	508,0	508,0
TOTAL		59 872,8	56 774,1

⁽¹⁾ Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.
Les rubriques impactées sont les Actifs d'impôts pour 14,2 millions d'euros et les Autres actifs pour -0,7 million d'euros.

Passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012 ⁽¹⁾
Banques centrales		-	0,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3	2 227,2	1 393,5
Instruments dérivés de couverture		462,9	565,7
Dettes envers les établissements de crédit	10	6 608,8	7 754,8
Dettes envers la clientèle	11	29 320,3	28 617,0
Dettes représentées par un titre	12	10 031,7	6 717,6
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		671,4	937,7
Passifs d'impôts		660,1	898,2
Autres passifs		1 082,1	1 140,0
Provisions techniques des entreprises d'assurance		5 370,1	5 188,4
Provisions	9	180,3	216,6
Dettes subordonnées		666,4	672,4
TOTAL DETTES		57 281,3	54 102,3
Capital souscrit		890,3	890,3
Instruments de capitaux propres et réserves liées		164,6	158,3
Réserves consolidées		1 302,1	1 216,9
Résultat de l'exercice		140,3	308,3
Sous-total		2 497,3	2 573,8
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	13	71,6	70,2
Sous-total capitaux propres part du Groupe		2 568,9	2 644,0
Participations ne donnant pas le contrôle		22,6	27,8
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 591,5	2 671,8
TOTAL		59 872,8	56 774,1

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.
Les rubriques impactées sont les Provisions pour 40,6 millions d'euros, les Réserves consolidées pour -27,0 millions d'euros et le Résultat de l'exercice pour -0,1 million d'euros.
Le total des capitaux propres est ainsi ajusté pour un montant de -27,1 millions d'euros.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012 ⁽¹⁾	31/12/2012 ⁽²⁾
Intérêts et produits assimilés	14	977,7	1 020,8 ⁽³⁾	1 919,1 ⁽³⁾
Intérêts et charges assimilées	14	-418,6	-465,2 ⁽³⁾	-819,4 ⁽³⁾
Dividendes sur titres à revenu variable		12,6	10,2	12,6
Commissions (produits)	15	475,1	477,9	955,2
Commissions (charges)	15	-76,0	-73,5	-156,9
Résultat net des opérations financières		-42,7	3,2	0,4
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	16	-46,4	3,4	1,0
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	17	3,7	-0,2	-0,6
Produits des autres activités		12,7	11,8	25,8
Charges des autres activités		-9,8	-7,8	-19,8
Produit net bancaire		931,0	977,4	1 917,0
Frais de personnel	18	-365,5	-361,0	-752,3
Impôts et taxes		-20,7	-19,5	-38,1
Autres charges		-183,8	-189,2	-365,4
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-38,9	-41,1	-84,3
Total frais généraux		-608,9	-610,8	-1 240,1
Résultat brut d'exploitation		322,1	366,6	676,9
Coût du risque	20	-101,8	-87,7	-191,8
Résultat d'exploitation		220,3	278,9	485,1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0,4	0,4	0,6
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-0,7	-	0,7
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		220,0	279,3	486,4
Impôts sur les bénéfices	21	-78,6	-96,7	-173,4
Résultat net de l'ensemble consolidé		141,4	182,6	313,0
Participations ne donnant pas le contrôle		1,1	3,2	4,7
RESULTAT NET PART DU GROUPE		140,3	179,4	308,3
Résultat par action ordinaire (en euros)		1,26	1,61	2,77
Nombre d'actions composant le capital		111 282 906	111 282 906	111 282 906

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.
Les rubriques impactées sont les Frais de personnel et les Impôts sur les bénéfices pour un montant non significatif.

(2) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.
Les rubriques impactées sont les Frais de personnel pour -0,2 million d'euros et les Impôts sur les bénéfices pour 0,1 million d'euros.

(3) Présentation nette du résultat des opérations de location-financement par rapport aux états financiers publiés en 2012.

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012 ⁽¹⁾	31/12/2012 ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé		141,4	182,6	313,0
Ecart de conversion		-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente		-2,2	30,9	74,6
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie		-	-	-
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence et recyclable ultérieurement en résultat		-	-	-
Impôts sur éléments recyclables ultérieurement en résultat		0,3	-11,7	-23,4
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat		-1,9	19,2	51,2
Ecarts actuariels sur avantages post-emploi		4,9	-2,9	-12,0
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence et non recyclables en résultat		-	-	-
Impôts sur éléments non recyclables en résultat		-1,7	1,0	4,1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables en résultat		3,2	-1,9	-7,9
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1,3	17,3	43,3
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES				
	13	142,7	199,9	356,3
Dont part du Groupe		141,7	196,6	351,5
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		1,0	3,3	4,8

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

Evolution des capitaux propres

(en millions d'euros)	Capital et réserves liées			
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	Réserves consolidées
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2011	890,3	147,2	-	1 157,5
Affectation du résultat				314,8
Effet de l'adoption d'IAS 19 révisée				-19,1
CAPITAUX PROPRES RETRAITES AU 1^{ER} JANVIER 2012	890,3	147,2	-	1 453,2
Augmentation de capital				
Elimination des titres autodétenus				
Emissions d'instruments de capitaux propres				
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions			4,5	
Distribution S1 2012				-222,6
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	4,5	-	-222,6
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et autres variations			2,2	-2,2
Effet de l'application rétrospective d'IAS 19 révisée ⁽¹⁾				-1,9
Résultat S1 2012				
Sous-total	-	2,2	-	-4,1
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence				
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2012	890,3	153,9	-	1 226,5
Augmentation de capital				
Elimination des titres autodétenus				
Emissions d'instruments de capitaux propres				
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions			4,3	
Distribution S2 2012				
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-3,5
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	4,3	-	-3,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et autres variations			0,1	-0,1
Effet de l'application rétrospective d'IAS 19 révisée ⁽¹⁾				-6,0
Résultat S2 2012				
Sous-total	-	0,1	-	-6,1
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence				
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2012	890,3	158,3	-	1 216,9
Affectation du résultat				308,3
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2013	890,3	158,3	-	1 525,2
Augmentation de capital				
Elimination des titres autodétenus				
Emissions d'instruments de capitaux propres				
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions			6,0	
Distribution S1 2013				-222,6
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-0,2
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	6,0	-	-222,8
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et autres variations			0,3	-0,3
Résultat S1 2013				
Sous-total	-	0,3	-	-0,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence				
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013	890,3	164,6	-	1 302,1

(1) Les écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, nets d'impôts, sont transférés directement en Réserves Consolidées en fin d'exercice.

(2) Il s'agit des effets des acquisitions sur les participations ne donnant pas le contrôle suite au rachat des actions détenues par les actionnaires minoritaires de la banque Tarneaud (Offre Publique d'Achat simplifiée lancée du 30 novembre au 20 décembre 2012 suivie d'une Offre Publique de Retrait lancée en janvier 2013).

Au 30 juin 2013, le capital social de Crédit du Nord SA entièrement libéré s'élève à 890 263 248 euros et se compose de 111 282 906 actions de 8 euros de nominal.

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Résultat de l'exercice part du Groupe	Ultérieurement recyclables en résultat			Non recyclables en résultat		Capitaux propres consolidés
	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur	Ecart actuarial sur avantages post emploi	Impôt sur écarts actuariels sur avantages post emploi	Part du Groupe Participations ne donnant pas le contrôle Total
314,8	-2,9	-	22,0	-	-	2 528,9 65,5 2 594,4
-314,8					-19,1	- -19,1
-	-2,9	-	22,0	-	-	2 509,8 65,5 2 575,3
					-	- -
					-	- -
					4,5	- 4,5
					-222,6	-3,8 -226,4
					-	- -
					-	- -
					-218,1	-3,8 -221,9
	30,8		-11,7		19,1	0,1 19,2
					-1,9	- -1,9
179,4					179,4	3,2 182,6
179,4	30,8	-	-11,7	-	-	196,6 3,3 199,9
					-	- -
					-	- -
179,4	27,9	-	10,3	-	-	2 488,3 65,0 2 553,3
					-	- -
					-	- -
					4,3	- 4,3
					-	- -
					-3,5	-38,7 -42,2 ⁽²⁾
					0,8	-38,7 -37,9
	43,7		-11,7		32,0	- 32,0
-0,1					-6,1	- -6,1
129,0					129,0	1,5 130,5
128,9	43,7	-	-11,7	-	-	154,9 1,5 156,4
					-	- -
					-	- -
308,3	71,6	-	-1,4	-	-	2 644,0 27,8 2 671,8
-308,3					-	- -
-	71,6	-	-1,4	-	-	2 644,0 27,8 2 671,8
					-	- -
					-	- -
					6,0	- 6,0
					-222,6	-0,7 -223,3
					-0,2	-5,5 -5,7 ⁽²⁾
					-	- -
					-216,8	-6,2 -223,0
	-2,1		0,3	4,9	-1,7 1,4	-0,1 1,3
140,3					-	- -
140,3	-2,1	-	0,3	4,9	-1,7 141,7	1,0 142,7
					-	- -
					-	- -
140,3	69,5	-	-1,1	4,9	-1,7 2 568,9	22,6 2 591,5

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012 ⁽¹⁾
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Bénéfice net après impôt (I)	141,4	182,6	313,0
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	39,4	41,9	85,6
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	261,2	257,3	456,0
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-0,4	-0,4	-0,6
Impôts différés	-19,1	-7,9	-2,1
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-	-0,8	-1,0
Variation des produits constatés d'avance	3,4	11,6	0,7
Variation des charges constatées d'avance	0,1	-5,5	1,7
Variation des produits courus non encaissés	9,1	14,3	21,8
Variation des charges courues non décaissées	-69,7	-102,5	25,9
Autres mouvements	152,3	113,1	217,3
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	376,3	321,1	805,3
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽²⁾ (III)	46,4	-3,4	-1,0
Opérations interbancaires	-3 062,4	4 275,3	3 625,2
Opérations avec la clientèle	369,3	-1 227,4	-505,5
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	3 680,6	-1 373,1	-3 346,0 ⁽³⁾
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-151,3	-105,2	-80,3
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	836,2	1 569,6	-306,6
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
(A)=(I)+(II)+(III)+(IV)	1 400,3	2 069,9	810,7
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-9,5	-5,5	-44,7 ⁽³⁾
Immobilisations corporelles et incorporelles	-36,1	-37,0	-79,1
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	-45,6	-42,5	-123,8
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-223,3	-226,4	-226,4 ⁽³⁾
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-	-	- ⁽³⁾
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-223,3	-226,4	-226,4
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	1 131,4	1 801,0	460,5
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	2 075,6	1 988,0	1 988,0
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	1 807,6	1 434,7	1 434,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	4 781,6	3 527,7	2 075,6
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	233,0	1 696,0	1 807,6
VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 131,4	1 801,0	460,5

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(2) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

(3) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012.

4. Annexe aux comptes consolidés

Note 1	Principes comptables	34	Note 11	Dettes envers la clientèle	47
Note 2	Périmètre de consolidation	38	Note 12	Dettes représentées par un titre	48
Note 3	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	40	Note 13	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	48
Note 4	Actifs financiers disponibles à la vente	42	Note 14	Produits et charges d'intérêts	49
Note 5	Prêts et créances sur les établissements de crédit	43	Note 15	Produits et charges de commissions	50
Note 6	Prêts et créances sur la clientèle	44	Note 16	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	51
Note 7	Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées	45	Note 17	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	51
Note 8	Ecarts d'acquisition	45	Note 18	Frais de personnel	52
Note 9	Provisions et dépréciations et provisions techniques des entreprises d'assurance	46	Note 19	Plans d'avantages en action	53
Note 10	Dettes envers les établissements de crédit	47	Note 20	Coût du risque	54
			Note 21	Impôts sur les bénéfices	55

NOTE 1 Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2013, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financière du Groupe au cours du premier semestre 2013 ; ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels qu'ils figurent dans le Document de Référence au titre de l'exercice 2012.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans la note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2012, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne
Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »	16 juin 2011	5 juin 2012
Amendements à IAS 19 « Avantages au personnel »	16 juin 2011	5 juin 2012
IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur »	12 mai 2011	11 décembre 2012
IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert »	19 octobre 2011	11 décembre 2012
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents »	20 décembre 2010	11 décembre 2012
Amendements à IFRS 7 « Informations à fournir – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »	16 décembre 2011	13 décembre 2012
Améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS – mai 2012	17 mai 2012	27 mars 2013

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »

Les principales conséquences des amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » sont l'enregistrement obligatoire en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et, en cas de modification de plan, la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. Le montant, net d'impôt, des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies reconnus sur la période est transféré directement en « Réserves consolidées » en fin d'exercice. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres. Le bilan d'ouverture et les données comparatives de l'exercice 2012 ont été retraités, les montants de ces retraitements sont mentionnés au pied du bilan consolidé.

Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »

Les amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » modifient certaines dispositions relatives à la présentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres dont les différentes composantes sont regroupées pour distinguer les éléments recyclables ou non en résultat.

IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur »

La norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. IFRS 13 ne modifie pas le champ d'application de la juste valeur mais précise les modalités de calcul de la juste valeur des actifs et passifs financiers et non financiers lorsqu'une autre norme IFRS le requiert ou le permet et complète les informations à présenter dans les notes aux états financiers. Les conséquences de cette norme portent essentiellement sur la prise en compte du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debt Value Adjustment – DVA). Par ailleurs, l'évolution des techniques de valorisation, qui intègre notamment les précisions apportées par cette norme, a amené le Groupe à ajuster les modalités d'évaluation du risque de contrepartie dans

la juste valeur des actifs financiers dérivés (Credit Value Adjustment – CVA).

L'application d'IFRS 13 étant prospective à compter du 1^{er} janvier 2013, les effets de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du Groupe ont été enregistrés dans le résultat de la période (cf. note 16 « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat »).

Hormis les ajustements liés au CVA et au DVA, les méthodes de valorisation des instruments financiers et la nature des données utilisées pour mesurer leur juste valeur sont, au 30 juin 2013, comparables à celles décrites dans la note 3 « Juste valeur des instruments financiers » des annexes aux états financiers consolidés de l'exercice 2012.

Méthodologie de calcul du CVA et du DVA

Le Groupe Crédit du Nord calcule le CVA et le DVA globalement sur tous les instruments financiers dérivés portés par le Crédit du Nord ou ses filiales. Ces ajustements de valeur sont déterminés pour chaque contrepartie non douteuse avec laquelle l'entité est exposée, en tenant compte des accords légaux de compensation.

Le CVA est déterminé sur la base de l'exposition attendue positive de l'entité du Groupe Crédit du Nord vis-à-vis de la contrepartie, multipliée par la probabilité de défaut (PD) de la contrepartie conditionnée à l'absence de défaut de l'entité concernée et par le montant des pertes en cas de défaut (LGD). Le DVA est déterminé sur la base de l'exposition attendue négative de l'entité du Groupe concernée vis-à-vis de la contrepartie, multipliée par la probabilité de défaut (PD) de l'entité conditionnée à l'absence de défaut de la contrepartie et par le montant des pertes en cas de défaut (LGD).

Le calcul du CVA et du DVA privilégie l'utilisation de PD basées sur des données de marché observables et pertinentes, comme les spreads de Credit Default Swaps (CDS). Lorsqu'il n'y a pas de spread de CDS disponible, les PD sont estimées selon des pratiques de marché en tenant compte de données appropriées incluant des indices de CDS et des notations. Les LGD sont généralement déterminées sur la base de données de marché observables, en tenant compte de la nature de la contrepartie. Des hypothèses alternatives de pertes en cas de défaut peuvent être retenues si la nature de l'exposition et les données disponibles le justifient.

Pour la plupart des instruments et des contreparties, le Groupe Crédit du Nord utilise, pour calculer l'exposition attendue positive au titre du CVA (respectivement négative au titre du DVA) vis-à-vis d'une contrepartie, une méthodologie de simulation qui intègre le champ des expositions potentielles sur le portefeuille des transactions

réalisées avec la contrepartie sur la durée de vie d'un instrument (modèle Monte Carlo). Cette méthodologie de simulation prend en compte les mécanismes de réduction de risque tels que les accords de compensation et les accords de collatéraux conclus avec la contrepartie.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (International Accounting Standards Board) a publié des normes et interprétations qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013. Ces normes et interprétations entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union Européenne. Elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Normes comptables, interprétations ou amendements adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2013

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 32 « Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »	13 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 11 « Partenariats »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 27 « Etats financiers individuels »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 sur les dispositions transitoires	4 avril 2013	1 ^{er} janvier 2014

Les amendements à IAS 32 « Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » clarifient les règles de compensation des actifs et passifs financiers : la compensation serait obligatoire seulement si une entité a un droit inconditionnel et juridiquement exécutoire en toute circonstance de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler l'actif et le passif sur une base nette, soit de réaliser l'actif et le passif sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » redéfinit la notion de contrôle dans laquelle le recours au jugement est renforcé. Cette nouvelle définition du contrôle doit tenir compte à la fois : du pouvoir exercé sur l'entité, de l'exposition ou droits sur les rendements

variables de l'entité et de la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influer sur ces rendements.

La norme IFRS 11 « Partenariats » distingue deux types d'accords conjoints (activité conjointe et coentreprise) selon la nature des droits et obligations des partenaires et supprime l'option d'application de la méthode de l'intégration proportionnelle. Les coentreprises devront désormais être consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » définit l'ensemble des informations à présenter en annexe pour toutes les filiales, les partenariats et les entreprises associées ainsi que pour les entités structurées (consolidées ou non).

Les amendements à IAS 27 « Etats financiers individuels » précisent les modalités de comptabilisation des participations dans les états financiers individuels.

Les amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » tiennent compte des modifications apportées par la publication des normes IFRS 10 et IFRS 11 pour les participations dans les entreprises associées et les coentreprises.

Les amendements sur les dispositions transitoires d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 limitent les informations comparatives retraitées à la période comparative précédant l'application des normes IFRS 10, 11 et 12 et suppriment par ailleurs la nécessité de publier les informations comparatives retraitées pour les entités structurées non consolidées lors de la première année d'application de la norme IFRS 12.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2013

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers Phase 1 : classement et évaluation »	12 novembre 2009, 28 octobre 2010, et 16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2015
Entités d'investissements (amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27)	31 octobre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRIC 21 « Prélèvements »	20 mai 2013	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 36 « Informations à fournir sur les montants recouvrables sur les actifs non financiers »	29 mai 2013	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien des relations de couverture »	27 juin 2013	1 ^{er} janvier 2014

NOTE 2 Périmètre de consolidation

	30/06/2013			31/12/2012		
	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
Crédit du Nord 28, place Rihour 59800 Lille	globale		société consolidante	globale		société consolidante
Banque Rhône-Alpes 20-22, boulevard Edouard Rey 38000 Grenoble	globale	99,99	99,99	globale	99,99	99,99
Banque Tarneaud ⁽¹⁾ 2-6, rue Turgot 87000 Limoges	globale	100,00	100,00	globale	97,57	97,57
Banque Courtois 33, rue de Rémusat 31000 Toulouse	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Kolb 1-3, place du Général-de-Gaulle 88500 Mirecourt	globale	99,87	99,87	globale	99,87	99,87
Banque Laydernier 10, avenue du Rhône 74000 Annecy	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Nuger 5, place Michel-de-L'Hospital 63000 Clermont-Ferrand	globale	64,70	64,70	globale	64,70	64,70
Société Marseillaise de Crédit 75, rue Paradis 13006 Marseille	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norbail Immobilier 50, rue d'Anjou 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Star Lease 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Etoile ID 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Société de Bourse Gilbert Dupont 50, rue d'Anjou 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norimmo 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Etoile Gestion Holding 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	99,16	100,00	globale	98,99	100,00

(1) Suite à l'Offre Publique de Retrait lancée en janvier 2013, le Crédit du Nord détient 100 % des actions de la banque Tarneaud.

	30/06/2013			31/12/2012		
	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
Anna Purna 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nice Broc 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nice Carros 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Kolb Investissement 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nord Assurances Courtage 28, place Rihour 59800 Lille	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norbail Sofergie 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Sfag 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Partira 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Crédinord Cidize 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Pouyanne 12, place d'armes 64300 Orthez	équivalence	35,00	35,00	équivalence	35,00	35,00
Antarius ⁽²⁾ 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	proportionnelle	50,00	50,00	proportionnelle	50,00	50,00
Fct Blue Star Guaranteed Home Loans 17, cours Valmy 92972 Paris La Défense	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Fct BS CDN PPI 17, cours Valmy 92972 Paris La Défense	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Fct BS CDN ENT 17, cours Valmy 92972 Paris La Défense	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00

(2) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

Par ailleurs, les sociétés suivantes, dont la détention par le Groupe est échelonnée entre 40 % et 100 %, n'ont pas été retenues dans le champ de consolidation : Starvingt, Starvingt trois, Starvingt six, Starvingt huit, Amerasia 3, Amerasia 4, Snc Obbola, Snc Wav II, Immovalor service, Scem Expansion, Snc Hedin, Snc Legazpi, Snc Nordenskiöld et Snc Verthema.

NOTE 3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2013			31/12/2012				
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	
(en millions d'euros)								
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Obligations et autres instruments de dettes	1,6	-	-	1,6	2,2	-	-	2,2
Actions et autres instruments de capitaux propres	18,0	-	-	18,0	17,8	-	-	17,8
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	19,6	-	-	19,6	20,0	-	-	20,0
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Obligations et autres instruments de dettes	85,9	116,9	2,1	204,9	60,8	105,8	2,0	168,6
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	0,2	1 247,7	-	1 247,9	0,1	1 236,6	-	1 236,7
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	86,1	1 364,6	2,1	1 452,8	60,9	1 342,4	2,0	1 405,3
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL								
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêt	-	99,5	-	99,5	-	97,7	-	97,7
Instruments fermes	-	91,8	-	91,8	-	85,4	-	85,4
Swaps	-	91,8	-	91,8	-	85,4	-	85,4
FRA	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	7,7	-	7,7	-	12,3	-	12,3
Options sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps, floors, collars	-	7,7	-	7,7	-	12,3	-	12,3
Instruments de change	-	38,8	-	38,8	-	38,9	-	38,9
Instruments fermes	-	30,1	-	30,1	-	31,2	-	31,2
Instruments conditionnels	-	8,7	-	8,7	-	7,7	-	7,7
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	138,3	-	138,3	-	136,6	-	136,6
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT ⁽¹⁾	105,7	1 502,9	2,1	1 610,7	80,9	1 479,0	2,0	1 561,9

⁽¹⁾ Y compris les OPCVM.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2013				31/12/2012			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation utilisant à l'aide de principalement données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant à l'aide de principalement données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation utilisant à l'aide de principalement données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant à l'aide de principalement données non observables de marché (N3)	Total
PASSIF	PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	Sous-total PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	DERIVES DE TRANSACTION	Sous-total DERIVES DE TRANSACTION	Sous-total PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	0,1	-	-	0,1	0,2	-	-	0,2
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	0,1	-	-	0,1	0,2	-	-	0,2
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêt	-	107,0	-	107,0	-	98,3	-	98,3
Instruments fermes	-	103,3	-	103,3	-	94,2	-	94,2
Swaps	-	103,3	-	103,3	-	94,2	-	94,2
FRA	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	3,7	-	3,7	-	4,1	-	4,1
Options sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps, floors, collars	-	3,7	-	3,7	-	4,1	-	4,1
Instruments de change	-	28,8	-	28,8	-	38,4	-	38,4
Instruments fermes	-	19,0	-	19,0	-	29,7	-	29,7
Instruments conditionnels	-	9,8	-	9,8	-	8,7	-	8,7
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	135,8	-	135,8	-	136,7	-	136,7
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	2 091,3	-	2 091,3	-	1 256,6	-	1 256,6
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	0,1	2 227,1	-	2 227,2	0,2	1 393,3	-	1 393,5

(2) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré une charge de -28,2 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du Groupe Crédit du Nord sur les marchés et de la maturité résiduelle des passifs concernés.

Il n'y a pas eu, au cours du premier semestre 2013, de transfert d'actifs ou de passifs financiers à la juste valeur par résultat entre les différents niveaux de valorisation.

NOTE 4 Actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2013				31/12/2012				
	(en millions d'euros)	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement utilisant des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement utilisant des données non observables de marché (N3)	Total
ACTIVITE COURANTE									
Effets publics et valeurs assimilées	1 163,9	-	-	1 163,9	689,3	-	-	-	689,3
<i>dont créances rattachées</i>				13,3					5,6
<i>dont dépréciations</i>				-					-
Obligations et autres instruments de dettes	2 621,0	4 139,0	-	6 760,0	2 634,3	4 320,6	-	-	6 954,9
<i>dont créances rattachées</i>				47,8					63,4
<i>dont dépréciations</i>				-21,0					-14,3
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	-	99,1	5,3	104,4	0,9	8,1	5,2	14,2	
<i>dont créances rattachées</i>				-					-
<i>dont pertes de valeur</i>				-3,3					-3,4
SOUS-TOTAL ACTIVITE COURANTE	3 784,9	4 238,1	5,3	8 028,3	3 324,5	4 328,7	5,2	7 658,4	
Titres actions détenus à long terme	-	13,4	458,9	472,3	-	-	469,8	469,8	
<i>dont créances rattachées</i>				-					0,1
<i>dont pertes de valeur</i>				-3,8					-3,8
SOUS-TOTAL	-	13,4	458,9	472,3	-	-	469,8	469,8	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	3 784,9	4 251,5	464,2	8 500,6	3 324,5	4 328,7	475,0	8 128,2	
<i>dont titres prêtés</i>		-	-	-	-	-	-	-	-

⁽¹⁾ Y compris les OPCVM.

Variation du stock d'actifs disponibles à la vente dont la valorisation n'est pas basée sur des paramètres de marché

(en millions d'euros)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres instruments de dettes	Actions et autres instruments de capitaux propres	Titres et actions détenus à long terme	Total
SOLDE D'OUVERTURE AU 1^{ER} JANVIER 2013	-	-	5,2	469,8	475,0
Acquisitions				0,1	0,1
Cessions / remboursements			-0,1	-0,5	-0,6
Transferts vers Niveau 2				-8,9	-8,9
Transferts depuis Niveau 1					-
Gains et pertes de la période comptabilisés en capitaux propres			0,2	-1,6	-1,4
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat					-
Dont : augmentation					-
reprise					-
Pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisée en résultat					-
Variation des créances rattachées					-
Différences de change					-
Variations de périmètre et autres					-
SOLDE DE CLOTURE AU 30 JUIN 2013	-	-	5,3	458,9	464,2

NOTE 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Comptes à vue	549,4	2 180,5
Comptes et prêts au jour le jour et autres	62,4	7,0
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	0,3	0,2
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	612,1	2 187,7
Comptes et prêts à terme	5 597,1	3 658,2
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	-	-
Prêts subordonnés et titres participatifs	96,0	95,5
Créances rattachées	7,2	5,8
TOTAL DES CREANCES A TERME	5 700,3	3 759,5
TOTAL BRUT	6 312,4	5 947,2
DEPRECIACTION	-0,5	-0,5
TOTAL NET	6 311,9	5 946,7
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	6 311,9	5 946,7

Il faut noter par ailleurs que, sur le total au 30 juin 2013 des créances sur les établissements de crédit, 3 862,5 millions d'euros correspondent à des opérations avec le Groupe Société Générale (3 766,8 millions d'euros au 31 décembre 2012).

NOTE 6 Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Créances commerciales	694,8	620,8
Créances rattachées	0,5	0,6
TOTAL DES CREANCES COMMERCIALES	695,3	621,4
Autres concours		
Crédits de trésorerie	2 053,9	2 148,2
Crédits à l'exportation	69,6	67,1
Crédits à l'équipement	6 392,8	6 552,1
Crédits à l'habitat	18 494,5	18 150,1
Autres crédits	4 509,8	4 324,0
Créances rattachées	51,2	56,2
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	31 571,8	31 297,7
Comptes ordinaires débiteurs	2 160,7	2 197,3
Créances rattachées	25,6	23,8
TOTAL COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	2 186,3	2 221,1
TOTAL BRUT ⁽¹⁾	34 453,4	34 140,2
Dépréciation sur créances individualisées	-1 140,0	-1 094,0
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-92,8	-78,0
DEPRECATION	-1 232,8	-1 172,0
TOTAL NET	33 220,6	32 968,2
Titres reçus en pension livrée (y.c. créances rattachées)	-	-
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	33 220,6	32 968,2
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	33 932,3	33 403,2

⁽¹⁾ Au 30 juin 2013, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 2 350,9 millions d'euros contre 2 190,7 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Le taux de provisionnement des encours douteux et contentieux nets des sûretés reçues est de 77,8 %. Les sûretés prises en compte ne comprennent pas les sûretés sur encours de crédit-bail.

Répartition des autres concours à la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Clientèle non financière	31 519,6	31 239,8
Entreprises	13 211,8	13 231,5
Particuliers	17 017,3	16 656,5
Collectivités locales	14,2	19,4
Professions libérales	1 126,7	1 131,6
Gouvernements et Administrations Centrales	2,6	52,8
Autres	147,0	148,0
Clientèle financière	1,0	1,7
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE VENTILES	31 520,6	31 241,5
Créances rattachées	51,2	56,2
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	31 571,8	31 297,7

NOTE 7 Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
ACTIF		
Immobilisations et écarts d'acquisition	17,8	-
Actifs financiers	-	-
Créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Autres créances	-	-
Autres actifs	-	-
TOTAL ACTIFS	17,8	-
PASSIF		
Provisions	-	-
Dettes	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Autres dettes	-	-
Autres passifs	-	-
TOTAL PASSIFS	-	-

NOTE 8 Ecarts d'acquisition

(en millions d'euros)	
Valeur brute au 31/12/2012	508,0
Acquisitions et autres augmentations	-
Cessions et autres diminutions	-
VALEUR BRUTE AU 30/06/2013	508,0
Dépréciations au 31/12/2012	-
Pertes de valeur	-
DEPRECATIONS AU 30/06/2013	-
Valeur nette au 31/12/2012	508,0
VALEUR NETTE AU 30/06/2013	508,0

Principaux écarts d'acquisition nets au 30 juin 2013

(en millions d'euros)	
Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3
Société Marseillaise de Crédit	454,2
Agences Fortis	5,2
VALEUR NETTE AU 30/06/2013	508,0

NOTE 9 Provisions et dépréciations et provisions techniques des entreprises d'assurance

Dépréciations

(en millions d'euros)	Notes	Stock au 31/12/2012	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2013
Etablissements de crédit	5	0,5	-	-	-	-	0,5
Crédits à la clientèle	6	1 094,0	231,6	-122,9	-62,7	-	1 140,0
Location-financement et assimilés		68,7	41,2	-33,3	-2,6	-	74,0
Groupes d'actifs homogènes	6	81,5	17,7	-3,7	-	-	95,5
Actifs disponibles à la vente	4	21,5	-	-0,1	-	6,7 ⁽¹⁾	28,1
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		3,0	-	-0,4	-	-	2,6
Immobilisations		0,8	-	-	-	-	0,8
Autres		0,6	-	-	-0,2	-	0,4
TOTAL DES DEPRECiations		1 270,6	290,5	-160,4	-65,5	6,7	1 341,9

⁽¹⁾ Il s'agit d'une dépréciation durable comptabilisée chez Antarius dont le risque de perte est supporté par les assurés.

Provisions

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2012 ⁽²⁾	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Effet d'actualisation	Autres	Stock au 30/06/2013
Provisions sur avantages au personnel	128,9	7,5	-1,0	-3,1	-4,9	-	127,4
Provisions pour risques immobiliers ⁽³⁾	0,3	-	-	-	-	-	0,3
Provisions pour litiges	14,7	2,2	-1,0	-1,0	-	-	14,9
Provisions sur engagements hors bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur engagements hors bilan avec la clientèle	51,4	6,7	-36,0	-	-	-	22,1
Provisions fiscales	3,1	-	-0,3	-2,8	-	-	-
Autres provisions ⁽⁴⁾	18,2	0,2	-1,8	-	-	-1,0 ⁽⁵⁾	15,6 ⁽⁶⁾
TOTAL DES PROVISIONS	216,6	16,6	-40,1	-6,9	-4,9	-1,0	180,3

⁽²⁾ Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

⁽³⁾ Les provisions pour risques immobiliers couvrent des pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers.

⁽⁴⁾ Les autres provisions n'impactent pas le coût du risque.

⁽⁵⁾ Dont reprise nette au titre de la provision épargne-logement : -1,0 million d'euros.

⁽⁶⁾ Le stock de provision épargne-logement s'élève à 14,3 millions d'euros au 30 juin 2013.

Provisions techniques des entreprises d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	1 010,5	962,0
Provisions techniques des autres contrats d'assurance vie	4 102,4	3 898,5
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	3,1	3,6
Participation aux bénéfices différée passive	254,1	324,3
TOTAL	5 370,1	5 188,4
Participation aux bénéfices différée active	-	-
Part des réassureurs	-245,6	-245,6
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	5 124,5	4 942,8

NOTE 10 Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Comptes à vue	171,0	250,9
Comptes et emprunts au jour le jour	46,0	163,8
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Titres donnés en pension au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	0,1	0,1
TOTAL DES DETTES A VUE	217,1	414,8
Comptes et emprunts à terme	6 239,1	7 215,9
Valeurs données en pension à terme	-	-
Titres donnés en pension à terme	50,6	-
Dettes rattachées	30,2	32,4
TOTAL DES DETTES A TERME	6 319,9	7 248,3
Réévaluation des éléments couverts	71,8	91,7
TOTAL	6 608,8	7 754,8
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	6 601,7	7 754,8

Il faut noter par ailleurs qu'au 30 juin 2013 sur le total des dettes envers les établissements de crédit, 3 734,7 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale contre 3 701,5 millions d'euros au 31 décembre 2012.

NOTE 11 Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	9 531,1	8 904,0
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	1 970,5	1 952,3
Comptes à vue et au jour le jour	14 606,3	14 792,9
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	8 461,5	8 834,2
<i>Particuliers</i>	5 421,4	5 189,9
<i>Clientèle financière</i>	9,4	5,2
<i>Autres</i>	714,0 ⁽¹⁾	763,6
Comptes à terme	2 936,3	2 720,4
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	2 617,7	2 346,1
<i>Particuliers</i>	163,9	194,4
<i>Clientèle financière</i>	-	-
<i>Autres</i>	154,7 ⁽²⁾	179,9
Valeurs données en pension livrée à terme	-	-
Titres donnés en pension livrée au jour le jour	-	-
Titres donnés en pension livrée à terme	139,8	73,9
Dettes rattachées	134,9	172,1
Dépôts de garantie	1,4	1,4
TOTAL	29 320,3	28 617,0
Juste valeur des dettes envers la clientèle	29 319,9	28 616,9

(1) Dont 171,3 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales.

(2) Dont 0,3 million d'euros lié aux gouvernements et administrations centrales.

NOTE 12 Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Bons de caisse et bons d'épargne	8,8	9,3
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	7 767,1	5 982,8
Emprunts obligataires	2 224,4	699,6
Dettes rattachées	31,4	25,9
SOUS-TOTAL	10 031,7	6 717,6
Réévaluation des éléments couverts	-	-
TOTAL	10 031,7	6 717,6
Dont montant des dettes à taux variable	8 928,3	5 058,3
Juste valeur des dettes représentées par un titre	10 089,6	6 784,7

NOTE 13 Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2013	Période			31/12/2012
		Recyclables	Non recyclables	Transfert en réserves	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-
Ecarts de réévaluation de la période					
Recyclage en résultat					
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	70,5	-2,2	-	-	72,7
Ecarts de réévaluation de la période		-1,3			
Recyclage en résultat		-0,9			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-
Ecarts de réévaluation de la période					
Recyclage en résultat					
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	-	-	-	-	-
Ecarts actuariels sur avantages post emploi	4,9	-	4,9	-	-
Impôts	-2,8	0,3	-1,7	-	-1,4
TOTAL	72,6	-1,9	3,2	-	71,3
Participation ne donnant pas le contrôle	1,0	-0,1	-	-	1,1
PART DU GROUPE	71,6	-1,8	3,2	-	70,2

(en millions d'euros)	30/06/2013			31/12/2012		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Eléments recyclables ultérieurement en résultat						
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	70,5	-1,1	69,4	72,7	-1,4	71,3
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence et recyclables ultérieurement en résultat	-	-	-	-	-	-
Eléments non recyclables en résultat						
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence non recyclables en résultat	-	-	-	-	-	-
Ecarts actuariels sur avantages post emploi	4,9	-1,7	3,2	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	75,4	-2,8	72,6	72,7	-1,4	71,3
Participation ne donnant pas le contrôle	1,0	-	1,0	1,1	-	1,1
PART DU GROUPE	74,4	-2,8	71,6	71,6	-1,4	70,2

NOTE 14 Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Opérations avec les établissements de crédit	36,9	63,5	110,6
Opérations avec la clientèle	638,9	657,7	1 308,5
Opérations sur instruments financiers	257,2	252,7	406,6
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	86,1	106,3	188,6
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	0,1	0,3	0,5
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	171,0	146,1	217,5
Opérations de location-financement	44,7	46,9 ⁽¹⁾	93,4 ⁽¹⁾
<i>Location-financement immobilier</i>	10,9	11,3 ⁽¹⁾	22,7 ⁽¹⁾
<i>Location-financement mobilier</i>	33,8	35,6 ⁽¹⁾	70,7 ⁽¹⁾
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
TOTAL PRODUITS D'INTERETS	977,7	1 020,8	1 919,1
Opérations avec les établissements de crédit	-44,6	-74,6	-134,2
Opérations avec la clientèle	-189,4	-185,0	-378,0
Opérations sur instruments financiers	-184,6	-205,6	-307,2
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-43,1	-73,6	-126,0
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-8,9	-11,3	-21,1
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-132,6	-120,7	-160,1
Autres intérêts et charges assimilées	-	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERETS	-418,6	-465,2	-819,4
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	559,1	555,6	1 099,7
Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés	13,1	11,1	23,5

(1) Présentation nettoyée du résultat des opérations de location-financement par rapport aux états financiers publiés en 2012.

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
PRODUITS (CHARGES) NETS (NETTES) SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-7,7	-11,1	-23,6
Opérations avec la clientèle	449,5	472,7	930,5
Crédits de trésorerie	61,2	64,1	128,1
Crédits à l'exportation	0,6	1,3	1,5
Crédits à l'équipement	86,5	95,9	187,1
Crédits à l'habitat	361,2	366,9	736,5
Autres	-60,0	-55,5	-122,7
Opérations sur instruments financiers	72,6	47,1	99,4
Opérations de location-financement	44,7	46,9	93,4
Autres	-	-	-
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	559,1	555,6	1 099,7

NOTE 15 Produits et charges de commissions

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	3,7	-	-
Opérations avec la clientèle	148,1	141,4	282,6
Opérations sur titres	3,4	3,4	6,8
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	1,1	1,1	2,2
Engagements de financement et de garantie	14,9	15,1	32,5
Prestations de services	303,9	316,9	631,1
Autres	-	-	-
SOUS-TOTAL	475,1	477,9	955,2
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,2	-0,2	-0,4
Opérations sur titres	-2,4	-3,0	-5,4
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-0,2	-0,1	-0,1
Engagements de financement et de garantie	-0,2	-0,2	-1,9
Autres	-73,0	-70,0	-149,1
SOUS-TOTAL	-76,0	-73,5	-156,9
TOTAL COMMISSIONS NETTES	399,1	404,4	798,3

NOTE 16 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	4,0	2,6	4,7
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	0,1	-0,1	1,3
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option ⁽¹⁾	-32,3	-13,3	-34,5
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	1,4 ⁽²⁾	7,1	15,6
Résultat net sur instruments de couverture en juste valeur	-174,9 ⁽²⁾	145,0	264,3
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	146,3	-147,3	-267,3
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	9,0	9,4	16,9
TOTAL	-46,4	3,4	1,0

(1) Y compris une charge de -28,2 millions d'euros liée à l'évolution des spreads de crédit dans la réévaluation des passifs financiers du Groupe au 30 juin 2013 (contre une charge de -12,4 millions d'euros au 31 décembre 2012).

(2) La norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » est entrée en application le 1^{er} janvier 2013. Les conséquences de cette norme portent essentiellement sur la prise en compte du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debt Value Adjustment – DVA). Par ailleurs, l'évolution des techniques de valorisation, qui intègre notamment les précisions apportées par cette norme, a amené le Groupe à ajuster les modalités d'évaluation du risque de contrepartie dans la juste valeur des actifs financiers dérivés (Credit Value Adjustment – CVA). L'application d'IFRS 13 étant prospective à compter du 1^{er} janvier 2013, les effets de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du Groupe ont été enregistrés en résultat parmi les Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat pour un montant de -29,3 millions d'euros au 30 juin 2013 se décomposant en un produit de 9,5 millions d'euros au titre du DVA et une charge de -38,8 millions d'euros au titre du CVA. Le DVA au titre du Groupe Société Générale s'élève à 9,3 millions d'euros et le CVA à -37,0 millions d'euros.

Le résultat net sur les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par résultat est déterminé à l'aide de techniques d'évaluation basées sur des paramètres observables lorsqu'ils existent ou à l'aide de techniques d'évaluation non basées sur des données de marché.

Au 30 juin 2013, le résultat de cette marge est impacté à hauteur de 0,1 million d'euros par la variation de juste valeur d'instruments initialement valorisés à l'aide de paramètres de valorisation non basés sur des données de marché (contre un montant nul au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012).

NOTE 17 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession ⁽¹⁾	3,9	8,7	10,6
Moins-value de cession ⁽²⁾	-7,8	-2,9	-8,0
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-
Participation aux bénéfices différée ou non sur actifs disponibles à la vente des filiales d'assurance	7,6	-7,7	-6,0
SOUS-TOTAL	3,7	-1,9	-3,4
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession	-	1,7	2,8
Moins-value de cession	-	-	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-
SOUS-TOTAL	-	1,7	2,8
TOTAL	3,7	-0,2	-0,6

(1) Dont 0,2 million d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2013 contre 9,7 millions d'euros au 31 décembre 2012. Au 30 juin 2012, le montant s'élevait à 8,1 millions d'euros.

(2) Dont -7,8 millions d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2013 contre -3,7 millions d'euros au 31 décembre 2012. Au 30 juin 2012, le montant s'élevait à -0,4 million d'euros.

NOTE 18 Frais de personnel

A. Frais de personnel

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012 ⁽¹⁾	31/12/2012 ⁽¹⁾
Rémunérations du personnel	-215,1	-218,2	-446,5
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-55,8	-51,0	-113,5
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	-32,3	-33,2	-67,3
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	-0,9	-0,4	-1,4
Autres charges sociales et fiscales	-31,4	-28,1	-62,6
Participation, intéressement et abondements	-30,5	-30,6	-61,9
Transfert de charges	0,5	0,5	0,9
TOTAL	-365,5	-361,0	-752,3

⁽¹⁾ Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

Les rémunérations variables versées en 2013 au titre de 2012 s'élèvent à 22,1 millions d'euros.

B. Effectif ⁽²⁾

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Effectif inscrit ⁽³⁾	9 409	9 773	9 689
Effectif moyen net présent	9 091	9 498	9 377
Effectif moyen net présent directement rémunéré par le Groupe Crédit du Nord	8 512	8 867	8 733
Congés maternité, contrats de qualification / apprentissage	579	631	644

⁽²⁾ Hors effectif Banque Pouyanne.

⁽³⁾ Hors personnel détaché dans le Groupe Société Générale.

NOTE 19 Plans d'avantages en action

1. Montant de la charge enregistrée en résultat

(en millions d'euros)	30/06/2013			30/06/2012			31/12/2012		
	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions ⁽¹⁾	-	-2,3	-2,3	-	-	-	-	-	-
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	-0,1	-3,7	-3,8	-	-4,4	-4,4	-	-8,8	-8,8
TOTAL	-0,1	-6,0	-6,1	-	-4,4	-4,4	-	-8,8	-8,8

(1) Cf. paragraphe ci-dessous concernant l'attribution d'actions SG avec décote.

2. Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2013

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe Crédit du Nord au cours de la période se terminant le 30 juin 2013 sont brièvement décrits ci-dessous.

Attribution gratuite d'actions

	2013
Emetteur : Société Générale	
Type de plan	attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	22/05/2012
Décision du Conseil d'Administration	14/03/2013
Nombre d'actions attribuées	145 916
Modalités de règlement	actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	14/03/2013 - 31/03/2015
Conditions de performance ⁽¹⁾	oui
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	30,50
Actions perdues au 30 juin 2013	-
Actions restantes au 30 juin 2013	145 916
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2013	145 916
Cours des actions réservées (en euros)	18,94
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	2,8
Première date de cession	01/04/2017
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	86 %
Méthode de valorisation utilisée	arbitrage

(1) Pour l'ensemble du Groupe Crédit du Nord, elles sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du Groupe Société Générale.

3. Informations sur les autres plans en capitaux propres

Attributions d'actions SG avec décote

Plan mondial d'actionnariat salarié

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 16 avril 2013 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 21,33 euros, soit une décote de 20 % par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

658 415 actions ont été souscrites, représentant une charge pour l'exercice 2013 de 4,6 millions d'euros (2,3 millions au 30 juin 2013) pour le Groupe Crédit du Nord après prise en compte de la durée légale d'inaccessibilité de 5 ans des titres. Le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil National de la Comptabilité sur les plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres

Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans. Ce coût notionnel d'inaccessibilité est valorisé comme le coût net d'un achat comptant d'actions Société Générale financé par un crédit de trésorerie non affecté et non renouvelable d'une durée de 5 ans, et d'une vente à terme de ces mêmes actions à échéance de 5 ans. Les principaux paramètres de marché utilisés pour valoriser ce coût notionnel d'inaccessibilité en date d'attribution sont les suivants :

- cours moyen de l'action Société Générale : 31,328 euros ;
- taux d'intérêt d'un crédit de trésorerie non affecté à 5 ans applicable aux acteurs de marché bénéficiaires des titres inaccessibles : 6,93 %.

Le coût notionnel d'inaccessibilité ainsi valorisé représente 9,2 % du cours moyen de l'action Société Générale en date d'attribution.

NOTE 20 Coût du risque

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
RISQUES DE CONTREPARTIE			
Dotations nettes pour dépréciation	-100,9	-85,5	-186,5
Pertes non couvertes par des provisions	-3,0	-3,2	-10,1
Récupérations sur créances amorties	4,4	4,2	7,0
SOUS-TOTAL	-99,5	-84,5	-189,6
AUTRES RISQUES			
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	-1,2	-2,4	-0,9
Pertes non couvertes par des provisions	-1,1	-0,8	-1,3
SOUS-TOTAL	-2,3	-3,2	-2,2
TOTAL	-101,8	-87,7	-191,8

NOTE 21 Impôts sur les bénéfices

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012 ⁽¹⁾	31/12/2012 ⁽¹⁾
Charge fiscale courante	-97,7	-104,6	-175,5
Charge fiscale différée	19,1	7,9	2,1
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPOT	-78,6	-96,7	-173,4

La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012 ⁽¹⁾	31/12/2012 ⁽¹⁾
Résultat avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	219,6	278,9	485,8
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3 %)	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Définitions permanentes	3,64 %	1,57 %	1,12 %
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-	-0,10 %	-0,07 %
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-0,99 %	-0,76 %	-0,82 %
Gain d'intégration fiscale	-1,81 %	-0,51 %	-0,33 %
Redressements et avoirs fiscaux	-0,26 %	-0,14 %	-0,20 %
Changement de taux d'impôt et contribution exceptionnelle	1,50 %	1,07 %	1,29 %
Autres éléments	-0,72 %	-0,89 %	0,27 %
Taux effectif d'imposition du Groupe	35,79 %	34,67 %	35,69 %

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 %. S'y ajoute une Contribution Sociale de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000 ainsi qu'une Contribution Exceptionnelle de 5 % instaurée pour les exercices 2011 et 2012, et reconduite pour les exercices 2013 et 2014, pour les sociétés bénéficiaires réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros.

Les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges. A compter du 31 décembre 2012, en application de la Loi de Finances 2013, cette quote-part de frais et charges s'élève à 12 % du montant de chaque

plus-value brute, contre 10 % de la plus-value nette antérieurement.

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5 %.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43 % pour les résultats imposés au taux de droit commun. Pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 4,13 % compte tenu de la nature des opérations concernées.

5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables - Principes et méthodes comptables retenus » qui expose les effets de la première application des amendements de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » et de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur ».

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

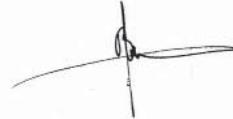
Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Marc MICKELER



ERNST & YOUNG et Autres
Bernard HELLER



6

Ratios de solvabilité Bâle 2

Le ratio de solvabilité Bâle 2 s'établit à 10,3 % au 30 juin 2013 (avec un ratio Tier 1 Bâle 2 de 8,1 %).

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent ainsi à fin juin 2013 à 2 568,9 millions d'euros (à comparer à 2 671,1 millions d'euros au 31 décembre 2012, montant non retraité de l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19). Après prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle et des déductions prudentielles, les fonds propres prudentiels Tier 1 Bâle 2 s'élèvent à 1 445,0 millions d'euros et les encours pondérés Bâle 2 à 17 798,2 millions d'euros.

Par nature de risques, les encours pondérés s'analysent comme suit :

- les risques de crédit (16 854,1 millions d'euros) représentent 94,7 % des encours pondérés au 30 juin 2013 ;
- les risques de marché (1,8 million d'euros) sont non significatifs au 30 juin 2013 ;
- les risques opérationnels (942,3 millions d'euros) représentent 5,3 % des encours pondérés au 30 juin 2013.

Fonds propres prudentiels, encours pondérés et ratios de solvabilité Bâle 2

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Capitaux propres consolidés, part du Groupe (normes IFRS)	2 568,9	2 671,1
Participations ne donnant pas le contrôle, après estimation des dividendes prévisionnels	21,9	23,6
Immobilisations incorporelles	-145,3	-144,4
Ecarts d'acquisition	-508,0	-508,0
Dividendes théoriques	-140,3	-222,6
Autres ajustements réglementaires	-154,2	-144,4
Sous-total des fonds propres de base	1 643,0	1 675,3
Déductions Bâle 2 ⁽¹⁾	-198,0	-102,4
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 1	1 445,0	1 572,9
Fonds propres complémentaires	591,1	616,7
Déductions Bâle 2 ⁽¹⁾	-198,0	-102,4
Participations dans les sociétés d'assurance ⁽²⁾	-	-157,4
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 2	393,1	356,9
TOTAL DES FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES (TIER 1 + TIER 2)	1 838,1	1 929,8
Encours pondérés au titre du risque de crédit	16 854,1	16 537,4
Encours pondérés au titre du risque de marché	1,8	2,1
Encours pondérés au titre du risque opérationnel	942,3	932,1
TOTAL DES ENCOURS PONDERES	17 798,2	17 471,6
RATIOS DE SOLVABILITE		
RATIO TIER 1	8,1 %	9,0 %
RATIO GLOBAL DE SOLVABILITE	10,3 %	11,1 %

(1) Les déductions Bâle 2 sont déduites à hauteur de 50 % des fonds propres de base et à hauteur de 50 % des fonds propres complémentaires.

(2) La possibilité de déduire les participations dans les sociétés d'assurance à 100 % sur les fonds propres complémentaires n'existe plus depuis le 1^{er} janvier 2013.

7

Tables de concordance

1. Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	213	4
2. Contrôleurs légaux des comptes	213	5
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	6-7	-
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	-	11-12
4. Facteurs de risque	34 ; 75 à 86 ; 200	-
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la Société	196	8-9
5.2. Investissements	8 ; 14 ; 25 ; 98-99	-
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	15 à 19	15 à 19
6.2. Principaux marchés	94	44
6.3. Evénements exceptionnels	8;14;143	8
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers, ou de nouveaux procédés de fabrication	199	-
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	-	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	11	9
7.2. Liste des filiales importantes	11 ; 73-74 ; 174-175	9 ; 38-39
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	98-99	-
8.2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	201-202	-

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	20 à 24	20 à 24
9.2. Résultat d'exploitation	20 à 24	20 à 24
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	42 à 47	26 à 31
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	48	32
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	93 ; 102 ; 103 ; 110	43 ; 47-48
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influer sur les opérations de l'émetteur	-	-
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	-	-
11. Recherche et développement, brevets et licences	-	-
12. Informations sur les tendances	25	25
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	4	6
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	177 à 179	-
15. Rémunerations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	180 à 187	-
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	129	-
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	4 ; 177 à 179	6
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	-	-
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	4 ; 26-27 ; 180-181	8
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	-	-

Tables de concordance

Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	21 ; 123 ; 167; 201	21 ; 52
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	182 ; 184 à 186	-
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	198	-
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	198	-
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	198	-
18.3. Contrôle de l'émetteur	198	-
18.4. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	-	-
19. Opérations avec des apparentés	129-130 ; 154-155 ; 190 à 192	-
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	42 à 131 ; 137 à 176	-
20.2. Informations financières pro forma	-	-
20.3. Etats financiers	42 à 131 ; 137 à 176	-
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	132-133 ; 188-189	-
20.5. Date des dernières informations financières	42 ; 139	26
20.6. Informations financières intermédiaires	-	26 à 55
20.7. Politique de distribution des dividendes	198	30
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	199	-
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA*	-
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	196 ; 198	-
21.2. Acte constitutif et statuts	196-197	-
22. Contrats importants	-	-
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
24. Documents accessibles au public	197	-
25. Informations sur les participations	11 ; 73-74 ; 174-175	9 ; 38-39

* NA : non applicable

2. Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2013	26 à 55
Rapport semestriel d'activité	11 à 25
- Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	-
- Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	-
- Principales transactions intervenues entre parties liées	-
Attestation du Responsable du document	4
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1^{er} semestre de l'exercice 2013	56

Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 avril 2013 sous le numéro D.13-0451.



La présente actualisation du Document de Référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 30 août 2013 sous le numéro D.13-0451-A01. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'information visée par l'AMF.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

BANQUE
COURTOIS

Banque
Kolb

Banque
Laydernier

BANQUE
NUGER

Banque
Rhône-Alpes

Banque
Tarneaud

Société
Marseillaise de Crédit

Crédit
du Nord